2,00 € *Première édition.* N° 12201 MARDI 1ER SEPTEMBRE 2020 www.liberation.fr

Les enfants de la maternelle de l'Ecole de la Forêt de Chantemerle, à Marsac (Creuse), le 25 juin 2019. PHOTO THÉOPHILE TROSSAT

RENTRÉE SCOLAIRE

DEHORS, C'EST CLASSE

Avec la crise sanitaire, les masques et les gestes barrières, de plus en plus d'enseignants lorgnent le modèle de l'école en extérieur venu des pays nordiques, qui favorise l'entraide et les interactions sociales. PAGES 2-5

CANNABIS «L'amende forfaitaire, de la pure hypocrisie»

INTERVIEW, PAGES 14-15

PRETENDERS Chrissie Hynde, solide comme un rock

ENTRETIEN, PAGES 24-25

LIBAN Macron, c'est parti pour un retour

PAGES 6-9

AP

M 00135 - 901 - F: 2,00 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Allemagne **2,50 €**, Andorre **2,50 €**, Autriche **3,00 €**, Belgique **2,00 €**, Canada **5,00 $**, Danemark **29 Kr**, DOM **2,80 €**, Espagne **2,50 €**, Etats-Unis **5,00 $**, Finlande **2,90 €**, Grande-Bretagne **2,20 £**, Grèce **2,90 €**, Irlande **2,60 €**, Israël **23 ILS**, Italie **2,50 €**, Luxembourg **2,00 €**, Maroc **22 Dh**, Norvège **30 Kr**, Pays-Bas **2,50 €**, Portugal (cont.) **2,90 €**, Slovénie **2,90 €**, Suède **27 Kr**, Suisse **3,40 FS**, TOM **450 CFP**, Tunisie **5,00 DT**, Zone CFA **2 500 CFA**.

ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Aventure

Allez, positivons ! Objectivement si l'on ne s'y efforce pas un peu, cette rentrée politique, sanitaire, économique et scolaire aura toutes les caractéristiques d'une purge. La plupart des indicateurs sont au rouge et l'on ne peut même plus se raccrocher à un sourire échangé dans la rue ou à la machine à café : le masque ne laisse plus filtrer que des regards las ou furibards. Pour les enfants, c'est un réel problème. Non seulement ils doivent subir l'anxiété de leurs parents et, plus globalement, de l'ensemble de la société, mais en plus ils sont condamnés à rester enfermés entre quatre murs face à un ou des enseignant(s) masqué(s) dont ils ne pourront pas interpréter les mimiques (très important l'interprétation des mimiques pour un enfant). Alors nous avons cherché une alternative possible. Et nous l'avons trouvée. Comme beaucoup d'innovations sociétales, celle-ci nous vient des pays du nord : la classe hors les murs. Il s'agit de faire cours dehors, à l'air libre, si possible en pleine nature mais un jardin ou un parc fait l'affaire en centre-ville. Les retours d'expérience sont excellents : les enfants ont plus de facilités à se concentrer et l'enseignement est plus ludique, moins contraignant. Le froid ? La pluie ? Les gens du Nord n'ont pas ces angoisses, ils s'habillent en conséquence. Impossible désormais de s'endormir près du radiateur. En France, certains pratiquaient déjà cet enseignement depuis quelque temps, un à deux jours par semaine, l'épidémie aurait servi de déclencheur, beaucoup veulent tenter l'aventure et, pourquoi pas, la pérenniser. Cette initiative comble deux besoins criants : une réinvention de l'école, dont les faiblesses sont dénoncées année après année, et une reconnexion des enfants au monde environnant et notamment à la nature, dont la sauvegarde est le grand enjeu des décennies à venir. Alors, tous dehors, aérons-nous les neurones !

ECOLE
La ruée vers l'air

A la faveur de la crise sanitaire, l'idée de l'enseignement en plein air gagne du terrain parmi les profs français, séduits par une méthode plébiscitée dans les pays nordiques pour ses effets sur le bien-être et les facultés d'apprentissage des enfants.

Par
MARIE PIQUEMAL
Photo **THÉOPHILE TROSSAT**

Et si en cette ambiance plombante de rentrée scolaire sous le signe du Covid, où l'on parle en boucle de masques, galère de cantine et salles de classe exiguës, on trouvait une raison de se réjouir ? Façon bouffée d'air, qui donne la pêche. L'idée : après tout, cette crise sanitaire est peut-être l'occasion de penser l'école autrement. D'expérimenter la classe en plein air par exemple, hors des murs de l'école. Dans la cour de récré. Ou mieux : le parc municipal du bout de la rue, le long d'un chemin de campagne peu fréquenté, dans un champ de pommiers, voire un terrain vague entre deux immeubles. *«Qu'importe. L'idée, c'est de sortir. D'appréhender un espace d'apprentissage différent. A ciel ouvert. Cela change tout, on enseigne autrement.»* Crystèle Ferjou est une archiconvaincue. Bien avant ce fichu virus, elle militait déjà pour la pédagogie par la nature. Comme enseignante dans sa pratique quotidienne d'abord, puis en tant que conseillère pédagogique dans l'académie de Poitiers. Depuis plusieurs années, elle accompagne des profs qui ont envie de se lancer. *«Il y en a de plus en plus. Cet été, ça n'a pas arrêté, j'ai reçu plein de courriels d'enseignants dans le public. De partout. Puy-de-Dôme, Limoges… Quelque chose est en train de se passer. Je crois que cette épidémie est une sorte de déclencheur.»* Alors, pendant le confinement, elle a accéléré son projet de livre (1), qui fournit des conseils pratiques à destination des collègues. *«C'est le moment de se lancer. Une, deux fois par semaine. Ou chaque jour. Vivre enfermés a permis une prise de conscience générale du besoin que l'on a, enfants et adultes, d'être dehors pour se sentir bien.»* Son optimisme est contagieux. *«Depuis le déconfinement, notre institution valide et soutient la démarche ! Il y a une petite ligne dans le protocole sanitaire qui invite à tenter la classe à ciel ouvert. Rien que ça, c'est énorme, c'est un frein en moins pour les enseignants.»*

«RAPPORT À LA MÉTÉO»

Sarah Wauquiez, suisse, autrice de *l'Ecole à ciel ouvert* (éditions Salamandres), jubile. Elle aussi est convaincue que quelque chose est en train de se jouer, un effet positif inattendu de ce coronavirus. *«C'est souvent face à des difficultés que les changements s'opèrent. La classe dehors est d'ailleurs née comme ça au Danemark.»* C'était dans les années 50, raconte-t-elle, au moment du baby-boom. Les Danois se sont retrouvés face à un os : leurs crèches débordaient, la place manquait. Dans l'urgence, ils ont accueilli les enfants à moitié à l'extérieur, de façon provisoire au départ. *«Et puis ils ont vite mesuré les bienfaits pour le développement des tout-petits. La pratique s'est institutionnalisée et s'est répandue dans les crèches, les écoles…»* Selon le chercheur Erik Mygind, 20 % des écoles primaires publiques danoises pratiquent la classe en extérieur *(«forest school»)*. Leurs voisins nordiques ont embrayé, les Québécois aussi. Quant aux Ecossais, faire classe dehors est carrément recommandé dans les programmes scolaires officiels. En Belgique et en Suisse, aussi, un mouvement semblable s'est enclenché ces dix dernières années, même s'il est très difficile de chiffrer l'ampleur de la pratique.

Quid des jours de pluie ? Au téléphone, on entend Sarah Wauquiez se gondoler. Question typique des Français apparemment, et des pays latins de façon générale. *«Le rapport à la météo n'est pas du tout le même dans les pays nordiques. Là-bas, les gens n'ont pas peur de l'air frais ou humide, au contraire, ils n'y voient que des bienfaits pour consolider leur immunité.»* Philippe de Saint-Louvent, qui forme des profs belges à l'école du dehors (lui aussi est dépassé par l'afflux de demandes), a l'habitude de dégainer ce proverbe islandais : *«Il n'y a pas de mauvais temps, il n'y a que de mauvais vêtements.»* Tout juste concède-t-il que *«les jours de grand froid, les moins de 4 ans ont "un peu de mal" dans les apprentissages. Mais pour les autres, ça passe très bien»*.

Marie-Laure Jadot et Anne Dubray sont un peu les superstars belges de la classe en plein air, dans la province du Hainaut. L'une et l'autre enseignent sur un terril, une montagne noire de charbon. Tous les matins sans exception, sauf les jours de tempête à cause du danger. *«Le reste, la pluie, le froid, ce n'est pas un souci. On tend des bâches comme abris de fortune, et on a toujours un stock de gants de rechange.»* Il y a aussi ce *«canapé forestier»*, comme elles l'appellent, qui sert de refuge. Une sorte de nid d'oiseau géant, avec des sarments de bois entrelacés. *«On l'a construit avec les parents. C'est beaucoup plus facile de les associer dehors.»* Elles insistent aussi sur la façon d'enseigner, complètement transformée. *«Les apprentissages sont vécus par le corps, c'est bien plus facile car tous les sens sont en éveil.»* Ecrire dans la boue, très efficace pour muscler les mains et préparer à l'écriture. Dessiner un carré avec un des morceaux de bois pour apprendre les formes. Consacrer du temps à un élève en aparté, aussi : *«Dans une salle de classe, les autres s'ennuient et chahutent vite. Dehors, ils sont tous affairés, donc bien plus calmes. C'est beaucoup plus facile.»* Elles affirment qu'elles n'ont jamais besoin d'élever la voix. L'après-midi, elles rentrent dans les murs de l'école pour, disent-elles, *«les habituer à l'après»* : qu'ils aient des repères pour l'entrée en élémentaire.

«CONSTRUIRE UN ABRI»

En Belgique et en Suisse, pays qui ont une longueur d'avance sur la France, les classes à ciel ouvert décollent à peine en élémentaire, et sont exceptionnelles dans les collèges et lycées. *«Pour les petits, le besoin de sortir est vital, c'est plus facile.*

Le 28 août à Rochefort (Charente-Maritime). Préparation de «l'école du dehors» dans une peupleraie où les maternelles de Nadia Lienhard passeront leurs matinées.

Pour les ados, il faut les motiver… Et lever des barrières d'organisation : leurs heures de cours sont cloisonnées, ce qui implique une entente entre profs. Ça complique mais ça vaut le coup.» Sabine Muster, coordinatrice romande à la fondation Silviva, planche depuis quelque temps sur un guide pratique à destination des professeurs suisses, mais aussi belges et français : *«Faire classe en plein air diminue le stress, et peut donc aider à lutter contre les addictions. Et puis, c'est plus facile de donner du sens aux apprentissages. Demander de construire un abri, par exemple, leur fait faire des maths.»*
Lundi, jour de prérentrée, l'enseignante française Crystèle Ferjou était invitée au lycée pilote innovant international de Poitiers pour parler de son livre. Et ouvrir de nouvelles portes, peut-être. ◆

(1) *Emmenez les enfants dehors !* avec la journaliste Moïna Fauchier-Delavigne, publié en août aux éditions Robert Laffont.

«Il est inconcevable pour moi de refaire classe entre quatre murs»

Une enseignante de Rochefort a décidé d'emmener ses élèves de maternelle chaque matin dans une peupleraie, convaincue par les progrès observés après le déconfinement.

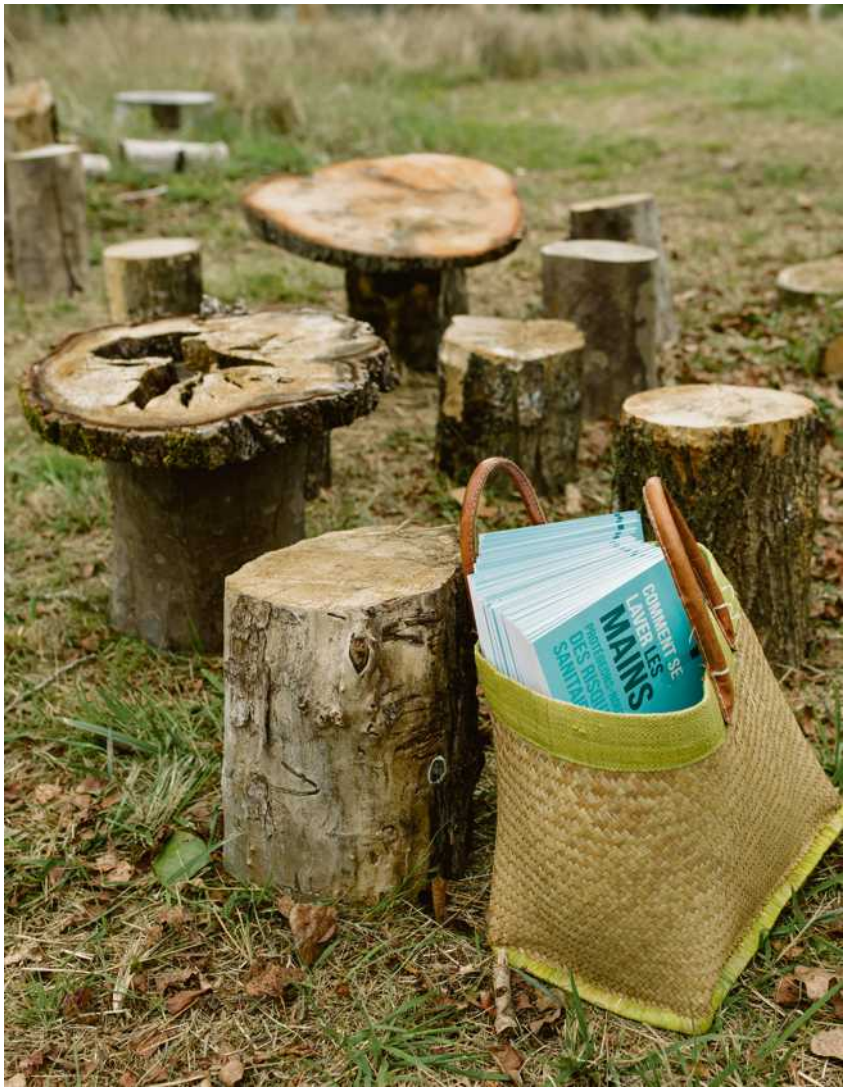
Nadia Lienhard, 51 ans, a la patate. Dans ce contexte morose, cette enseignante, trente ans de bouteille, s'est lancé un défi : enseigner tous les matins dehors, dans le champ de peupliers qui s'étend à côté de son école, située dans un quartier défavorisé de Rochefort (Charente-Maritime). Vendredi, quand le photographe de *Libération* a débarqué, elle était en train d'installer des rondins de bois, qui serviront de chaises à ces élèves de maternelle, en moyenne et grande section.
«J'ai appelé les parents pour les prévenir : dès le jour de la rentrée, j'embarque, avec mon masque, tous les élèves dehors pour faire classe dans un champ de peupliers. Et ce sera pareil tous les matins, quelle que soit la météo ! Mon rêve serait d'arriver à transporter aussi la cantine, mais je n'en suis pas encore là… Peut-être un jour. Il est inconcevable pour moi de refaire classe entre quatre murs. Il se passe tellement de choses dans la nature, en termes d'apprentissage et de bien-être des enfants… C'est incroyable. Je le pressentais, mais leurs progrès sont encore plus fulgurants que je l'imaginais.
«J'ai sauté le pas après le confinement. Jusqu'ici, nous sortions avec ma classe une matinée par semaine, chaque mardi. J'avais envie d'aller plus loin mais ce n'est pas simple de sauter le pas. Avec ce virus, c'était le bon moment. Direction le champ de peupliers, donc, tous les matins. Les familles, que la maladie inquiète beaucoup, ont adhéré tout de suite. Ça les rassurait : c'est plus facile de respecter les règles de distanciation sur un hectare que dans une salle de classe. Les enfants étaient fous de joie. Les premiers jours, ils bougeaient sans arrêt, ils couraient partout. Ils en avaient besoin. Beaucoup d'entre eux n'étaient quasiment pas sortis pendant le confinement, leurs parents n'osaient pas. La peupleraie est pourtant tout près des logements sociaux où vivent une grande partie de mes élèves.
«Mon école, je l'appelle *"ma REP quatre étoiles"*. La majorité des parents **Suite page 4**

Suite de la page 3 n'ont pas de travail et les conditions de vie sont difficiles. Je me suis beaucoup inquiétée pour mes élèves pendant ce confinement, je les appelais deux fois par semaine. Après cette épreuve, ils avaient plus que jamais besoin d'être dehors. Au bout de quelques jours, les enfants sont parvenus à se concentrer à nouveau, avec une attention puissance 10. Bien plus qu'en intérieur. Je n'en reviens toujours pas. Ils mémorisent beaucoup mieux. Leur regard est plus aiguisé. Ils sont plus imaginatifs : des bâtons pour représenter une voiture. Une ronce pour un arc-en-ciel. Ou cette balançoire qu'ils ont fabriquée avec des branches, un lendemain de tempête. Leurs dessins aussi sont différents, plus colorés.

«Même dans le langage, j'ai noté des progrès. Ceux qui d'habitude parlent peu s'expriment beaucoup plus, portés par tout ce qu'ils voient. Tous ces progrès, ça donne l'énergie d'avancer et de chercher des solutions. J'ai préparé la rentrée tout l'été. Là, on vient de me livrer un conteneur pour le matériel, ce qui évitera de tout déplacer chaque jour. Pour les toilettes, on fait avec un pot percé, mais à terme, j'ai un projet de toilettes sèches. Ma gageure maintenant, c'est de continuer tout l'hiver, et même après, quand l'épidémie sera derrière nous. Pour ça, il faut prouver aux parents à quel point c'est bénéfique pour leurs enfants. Ils se posent des questions, c'est normal : vont-ils assez apprendre ? Ne vont-ils pas être trop fatigués ? Je communique beaucoup avec les familles. Je leur envoie plein de photos, je les associe un maximum. Vendredi, deux mères sont venues m'aider à déplacer les rondins de bois pour préparer la classe.

«J'ai invité tous les parents à la peupleraie le jour de la rentrée. C'est important qu'ils voient. J'ai aussi démarché des entreprises pour trouver un abri. Ça servira les jours de pluie, et puis surtout ça rassurera les parents. J'ai un stock de salopettes cirées à l'école. Et bientôt des bottes fourrées. On aura les pieds au sec. C'est un peu dur pour mon Atsem *[agent territorial spécialisé des écoles maternelles]*, qui n'aime vraiment pas la pluie, mais elle joue le jeu. Je crois qu'elle aussi est tractée par les progrès des enfants, elle les mesure comme moi.»

Recueilli par **M.Pi.**



«La différence est très nette en termes de bien-être et de motivation»

Professeur émérite de l'université de Copenhague, aux manettes du projet de recherche «Teach Out», Erik Mygind détaille les bienfaits de l'école en plein air, adoptée par 20 % des établissements publics au Danemark.

DR

INTERVIEW

Erik Mygind est professeur émérite au département de la gestion des ressources naturelles à l'université de Copenhague. Il a piloté le projet de recherche «Teach Out» qui vise à évaluer scientifiquement les effets de l'enseignement à l'extérieur sur les élèves.

Comment avez-vous mené cette étude ?

Nous avons suivi 18 «Forest Schools» publiques au Danemark entre 2014 et 2018, faisant classe dehors à raison d'au moins cinq heures par semaine. Cela représente au total plus de 1000 élèves, âgés entre 9 et 12 ans. Nous avions aussi un «groupe contrôle», avec des élèves dans des classes classiques, en intérieur. Ce qui permet de comparer, et d'avoir les résultats les plus fiables possible. Mon équipe de chercheurs a beaucoup observé le comportement des enfants, nous avons aussi utilisé des accéléromètres pour mesurer de façon précise l'activité physique. Nous avons complété avec des entretiens d'élèves et de professeurs. L'objectif était à la fois de connaître les effets potentiels de la classe en plein air sur la pratique sportive des enfants, les savoirs académiques, mais aussi la motivation, le bien-être et leurs relations sociales.

Les résultats sont-ils probants ?

La différence est très nette en termes de bien-être des élèves et de motivation à venir en classe. Avec des effets encore plus marqués pour les enfants hyperactifs ou ayant des difficultés d'attention, et ceux venant de milieux défavorisés. Etre dans la nature ou en forêt permet de créer de nouveaux liens entre élèves. Ils sont plus sociables, développent plus d'empathie. D'entraide aussi lors des activités pédagogiques. Parce qu'ils jouent davantage entre eux, l'environnement social dans lequel ils baignent est meilleur, et cela crée une situation plus propice aux apprentissages.

Qu'en est-il en termes d'apprentissage des savoirs académiques ?

On a découvert que les enfants avaient de meilleurs résultats en lecture lors de la classe en plein air. En mathématiques, en revanche, rien ne prouve que l'on obtient de meilleurs résultats dehors. Pour l'activité physique, la différence est très nette comme on pouvait s'y attendre : les élèves, filles ou garçons, font beaucoup plus de sport lors de la classe à l'extérieur. Enfin, tous les enseignants interrogés disent parvenir à transmettre plus de compétences à leurs élèves.

Même sous la pluie ou quand il fait froid ?

Oui. Les élèves apprennent à s'adapter à l'environnement, à se couvrir. Chez nous, au Danemark, on trouve des abris dans les forêts, qui sont conçus pour les Forest Schools. Ils font aussi des feux. Ensuite, on adapte les apprentissages en fonction du temps qu'il fait. Pa exemple, la géologie et l'activité physique quand il fait froid. Tout est possible dehors, quelle que soit la météo.

Les effets sont-ils les mêmes quand on fait classe dans la cour de récréation ? Ou faut-il être dans un environnement naturel, avec arbres et insectes ?

En réalité, peu importe. Beaucoup d'enseignants vont dans la nature environnante, près de l'école, mais il peut également s'agir

Nadia Lienhard a aménagé sa peupleraie-salle de classe avec des rondins de bois en guise de chaises. PHOTOS THÉOPHILE TROSSAT

de sorties dans des musées, de visites d'usine. Ou la cour de récréation, qui peut aussi être un lieu où l'on apprend beaucoup de choses. Tout dépend du projet de l'enseignant. Ce qui est primordial, en revanche, et qui ressort très clairement de nos travaux, c'est la régularité des sorties. Certains enseignants optent pour deux demi-journées chaque semaine, d'autres choisissent un jour par semaine. D'autres encore passent trois mois à l'extérieur pendant toute une saison. L'important, c'est que ce soit ritualisé.

Des professeurs voient la classe en plein air comme un plan B à cette épidémie, qu'en pensez-vous ?

Le coronavirus pousse les écoles à trouver une solution pour continuer d'enseigner. Il est plus facile de mettre une distance entre les enfants à l'extérieur qu'à l'intérieur, c'est évident. Nous avons mis en ligne des fiches pédagogiques pour aider les enseignants à se lancer. Jusqu'ici, environ 20 % des écoles primaires publiques du Danemark pratiquent les cours en plein air. Peut-être que ce sera plus demain. J'étais récemment en Suisse, beaucoup d'enseignants s'y mettent. C'est positif. Tout va dépendre maintenant de la façon dont les chefs d'établissement et les politiques soutiennent ces programmes.

Recueilli par
JOHAN MAVIERT

Du Québec au Danemark, la cour au cœur de tout

Inspirés par une école de Copenhague, des architectes québecois développent un établissement qui imbrique le dehors dans le dedans.

Et si tout partait de la cour de récré ? Etienne Bernier, architecte québécois, décrit celle que l'on trouve communément dans la Belle Province : *«De l'asphalte avec un grillage autour. Quasiment une prison.»* Dans l'école qu'il planifie en ce moment à Saguenay, dans la région centrale du Saguenay-Lac-Saint-Jean, la cour n'en est plus une. C'est un espace planté, protégé des vents, où se déroule une bonne partie de la vie scolaire. *«La cour d'école permet de marquer une pause dans la journée ou d'apprendre dans un contexte différent»*, lit-on dans la présentation du projet. *«Il faut décloisonner, faire en sorte que l'élève sorte de la classe»*, résume l'architecte.

Le projet de l'école de Saguenay fait suite à un concours lancé par Lab-Ecole, association créée en 2017 par trois architectes et devenue la cellule d'innovation du ministère de l'Education du Québec. Très vite, le trio a touché les limites de la recherche théorique. *«Nous voulions bâtir des écoles pour démontrer les idées que nous développions»*, explique Pierre Thibault, l'un des cofondateurs avec Pierre Lavoie et Ricardo Larrivée. D'où le lancement d'un concours d'architecture pour *«concevoir l'école de demain»*.

«Apaisement». Six endroits ont été retenus, *«là où les gens avaient envie d'innover»*. A chaque fois, le programme a été élaboré *«avec les élèves, les professeurs, les parents, la communauté»*. Car l'idée de base est celle d'une école ouverte du matin au soir et accessible *«à la communauté»*, autrement dit aux gens du quartier. *«C'est un peu un cœur de village»*, résume l'architecte Etienne Bernier. *«Nous voulons changer le paradigme de l'école asphaltée*, explique Pierre Thibault. *On sort de la classe qui normalise pour aller vers des espaces qui permettent des contacts avec la nature.»* Ainsi à Saguenay, température moyenne de -16 °C en janvier, la cour est-elle pensée d'abord comme un lieu abrité par les bâtiments qui l'entourent. *«La création d'un microclimat est très importante*, affirme Pierre Thibault. *Chez nous, les hivers sont froids mais très ensoleillés. On a une réverbération de la neige et si la conception met à l'abri du vent, si l'orientation est bonne, on peut tout à fait être dehors.»*

Au-delà de la cour, c'est l'organisation globale qui est transformée. Dans le projet de Saguenay, *«les classes sont plus petites que d'habitude*, explique Etienne Bernier, *parce que l'élève n'y passe pas la journée. Ce sont de petits carrés, nous ajoutons de grands emmarchements, et beaucoup d'espaces d'apaisement»*. A savoir ? *«Un endroit calme, où l'élève prend un livre ou un jeu pour passer en douceur d'un mode physique, le sport par exemple, à un mode cerveau.»*

L'école de Saguenay, en cours de conception, comportera 12 classes élémentaires et 3 maternelles. Faudra-t-il davantage d'adultes pour encadrer une structure où les élèves sont bien plus mobiles que dans une école conventionnelle ? *«Mon intuition me dit que non, car les enseignants vont enseigner différemment»*, estime Etienne Bernier.

> «Chez nous, les hivers sont froids mais très ensoleillés. Si la conception met à l'abri du vent, on peut tout à fait être dehors.»
> **Pierre Thibault** architecte

Les lieux auraient-ils le pouvoir de renouveler les pédagogies ? Pierre Thibault en est persuadé. Il a acquis cette conviction quand il a découvert l'école du quartier Sydhavnen à Copenhague. Une révélation. L'établissement est situé au bord d'un canal, avec une cour orientée plein sud, *«très peu d'asphalte, un potager, comme une espèce de parc»*.

Inventivité. Pierre Thibault est frappé par la façon dont *«cette cour se glisse à l'intérieur du bâtiment»*. Elle fonctionne *«comme une place publique, accessible aux gens du quartier le soir»*. A cela s'ajoutent *«de grands toits pour faire classe dehors»*. Les Danois, qui adorent vivre à l'extérieur, disent qu'*«offrir un espace bien conçu que les élèves peuvent s'approprier, c'est comme fournir un adjoint à l'enseignant»*.

Ce qui frappe dans ces modèles, c'est l'imbrication du dehors et du dedans, la souplesse de dispositifs comme les gradins, l'inventivité aussi. *«On a convaincu les bibliothécaires de mettre les livres partout dans l'école»*, dit Etienne Bernier. Sur le site du Lab-Ecole, Pierre Thibault résume l'ambition : faire *«de l'école le plus bel endroit du quartier»*. Et par là, *«donner aux jeunes le goût d'y aller»*.

SIBYLLE VINCENDON

L'école du quartier Sydhavnen à Copenhague. PHOTO TORBEN ESKEROD

Emmanuel Macron lors de sa visite à Beyrouth le 6 août.
PHOTO THIBAULT CAMUS. AFP

Le ravalement précipité du pouvoir libanais pour accueillir Macron

A la veille de la seconde visite en un mois du président français après l'explosion du port de Beyrouth, le régime a mis en scène son sursaut politique, cherchant à faire oublier des années de déliquescence.

Des habitants moins emballés avant la deuxième tournée

Si certains espèrent encore que la venue de Macron, arrivé lundi soir, permettra un changement favorable, beaucoup ont perdu leur optimisme depuis sa précédente visite, après l'explosion.

A Beyrouth, l'espoir suscité lors de la première visite d'Emmanuel Macron a disparu. Dès le 6 août, le président de la République s'était rendu sur place et avait promis de revenir. Trois semaines après les acclamations du chef de l'Etat français, les Libanais l'ont bien compris : il faudra plus que des paroles aux accents musclés à l'endroit des responsables politiques libanais pour changer le système. Reçu en héros par une foule encore sous le choc d'une double explosion, Macron avait alors écouté et répondu à la colère d'une rue qui demandait un changement complet de la classe politique au pouvoir depuis trois décennies.

Dans une ville qui continue de panser ses plaies, qui répare des fenêtres et des portes soufflées par une déflagration inouïe, qui désencombre des gravats, l'optimisme d'un possible renouveau semble avoir disparu. Certes, des associations et autres volontaires s'organisent pour participer à la reconstruction, mais de nombreux jeunes ont déjà quitté le pays tandis que des milliers d'autres y pensent également. C'est le cas d'Elie, qui attend qu'un pays lui offre *«à [lui] et à [sa] famille une résidence permanente»*. *«Toute ma vie, je n'ai vu que des guerres et des échecs économiques ici, et je ne veux pas que mes enfants en souffrent autant»*.

Pour Rima Tarabay, professeure de géographie à Paris-IV-Sorbonne et autrice d'une thèse sur le Liban, la visite du président français n'aura pas d'impact réel sur les politiques libanais. La solution viendra des citoyens. *«Je pense que c'est aux Libanais de prendre leur destin en main. L'heure ne semble pas encore avoir sonné, malgré un mouvement contestataire important appelé "révolution" qui a débuté le 17 octobre 2019. C'était la première fois qu'on parlait de corruption liée au système confessionnel.»* Cette *«révolution»* exigeait la fin dudit système, instauré par la France lors de la création du Grand Liban en 1920, qui fête son centenaire. *«Les politiques aujourd'hui au pouvoir, voire ceux dans l'opposition, tirent leur légitimité de cette représentation confessionnelle. Tous sans exception. Donc personne ne veut changer et c'est le Liban et les Libanais qui en paient les conséquences»*, poursuit la professeure.

Oligarchie. *«Emmanuel Macron garde encore espoir dans le système politique actuel, il n'est pas aussi dur que le souhaite la société civile. Si le pacte politique [entre la France et le Liban] n'inclut pas un nouveau système et des élections anticipées, il est inutile»*, ajoute Rawad Taha, un manifestant chevronné. C'est le départ de toute une oligarchie politique que souhaitent les manifestants, à travers le slogan *«Tous, mais vraiment tous»*. Et l'idée que le président français rencontre ces mêmes responsables ne passe pas auprès d'une partie de la population. *«Il le sait ! Nous avons besoin d'un changement radical et non pas d'un simple recyclage de la classe politique»*, commente Mokhtar Ghazzawi, patron de restaurant. Sur les réseaux sociaux, les messages à l'adresse d'Emmanuel Macron pleuvent, des Libanais lui demandant de ne pas croire ni rencontrer des personnes au pouvoir qu'ils considèrent comme illégitimes.

Quelques voix optimistes s'élèvent tout de même, avec l'espoir que le chef de l'Etat français tapera du poing sur la table et obligera les dirigeants libanais à changer. A l'image de Pierre Issa, secrétaire générale du Bloc national, parti d'opposition laïc et citoyen. Il fait partie des figures politiques issues de la société civile qui ont rencontré le président français lors de sa première visite. Il veut croire que *«Macron peut faire la différence entre les partis au pouvoir et les véritables partis d'opposition. Sa place est influente dans le monde, il peut imposer des sanctions car les hommes libanais au pouvoir sont des criminels avérés. Macron pourrait par exemple geler leurs avoirs bancaires !»*

> «Nous avons besoin d'un changement radical, non pas d'un simple recyclage de la classe politique.»
> **Mokhtar Ghazzawi**
> restaurateur libanais

Colère. D'autres se disent plus pragmatiques. C'est le cas de Joey Ayoub, Libanais de la diaspora qui réside à Genève. Ce militant, une référence sur les réseaux sociaux, «se bat» pour la *«révolution»*. *«Je pense que le président français a donné des devoirs au pouvoir libanais et qu'il les a faits. Il ne pouvait pas nommer un oligarque comme Premier ministre, donc il a nommé un de ses amis…»* Cet «ami» se prénomme Moustapha Adib. L'ex-ambassadeur du Liban en Allemagne a été désigné in extremis lundi, juste avant qu'Emmanuel Macron n'arrive à Beyrouth. Adib a également été chef de cabinet du Premier ministre Najib Mikati, poursuivi pour enrichissement illicite.

Ainsi sa nomination, loin d'apaiser les Libanais, a ravivé la colère de la rue. Dans la foulée de l'annonce, des manifestants ont bloqué des routes, bravant le couvre-feu en vigueur. Le message est clair : la révolte populaire est plus vivante que jamais. Et elle le montrera ce mardi encore lors d'une manifestation sur la place des Martyrs, haut lieu de la contestation d'octobre.

CLOTILDE BIGOT
Correspondante à Beyrouth

Par
HALA KODMANI

ANALYSE

Visite, dès son arrivée lundi soir, à la diva Fairouz, la plus belle et consensuelle voix libanaise ; plantation d'un cèdre dans une forêt des hauteurs de Byblos avec des écoliers pendant que la patrouille de France dessine dans le ciel les couleurs du drapeau libanais ce mardi : le programme d'Emmanuel Macron pour la célébration du centenaire du Grand Liban, instauré le 1er septembre 1920 par le tout jeune mandat français, ne manque ni de panache ni de symboles. Mais une fois tournées les pages de l'histoire et les marques d'affection, c'est à l'urgence politique et économique libanaise que le chef de l'Etat français a pris l'engagement de répondre. Même si le pari est loin d'être gagné, un effet Macron semble avoir opéré dans les jours précédant son arrivée au Liban. A l'occasion de la deuxième visite du président français en un mois, après l'explosion du port de Beyrouth, l'agenda politique libanais s'est soudainement débloqué et les événements se sont accélérés. Un nouveau chef de gouvernement, Moustapha Adib, sunnite, proposé dimanche soir par plusieurs anciens Premiers ministres, a été officiellement désigné par le président de la République, Michel Aoun, lundi matin et investi par le Parlement deux heures après. Un record dans les annales du pays. Plus étonnant encore, les principaux chefs politiques ont multiplié les déclarations répondant à l'initiative française. Ainsi, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, s'est prononcé le premier dimanche pour une *«réforme du système confessionnel»*. Peu après, le président libanais a appelé à la proclamation d'un *«Etat laïc»* à l'occasion du centenaire du Grand Liban. Lundi, c'était au tour de Nabih Berri, président du Parlement et chef du mouvement chiite Amal, de demander à *«changer le système confessionnel source de tous les maux»*.

Un empressement qui a été le résultat de nombreuses pressions venues Suite page 8

LIBÉ.FR

Toute la semaine sur le compte Instagram de *Libération*, retrouvez **cinq portraits réalisés par la photographe Myriam Boulos de Beyrouthins et Beyrouthines** qui nous racontent leur ressenti par rapport à l'explosion du port, survenue le 4 août, et la vie d'après. La série débute avec Mina, 48 ans.

A lire sur *Libération.fr*, le portrait de la chanteuse libanaise Fairouz que rencontrait Emmanuel Macron, lundi soir à son arrivée au Liban.

Suite de la page 7 de France depuis la semaine dernière à l'endroit des dirigeants libanais. Lesquels, tout à leur inaction et leurs rivalités légendaires, ne semblaient pas aussi pressés que le président français à avancer dans l'urgence qu'il leur avait signifiée il y a trois semaines.

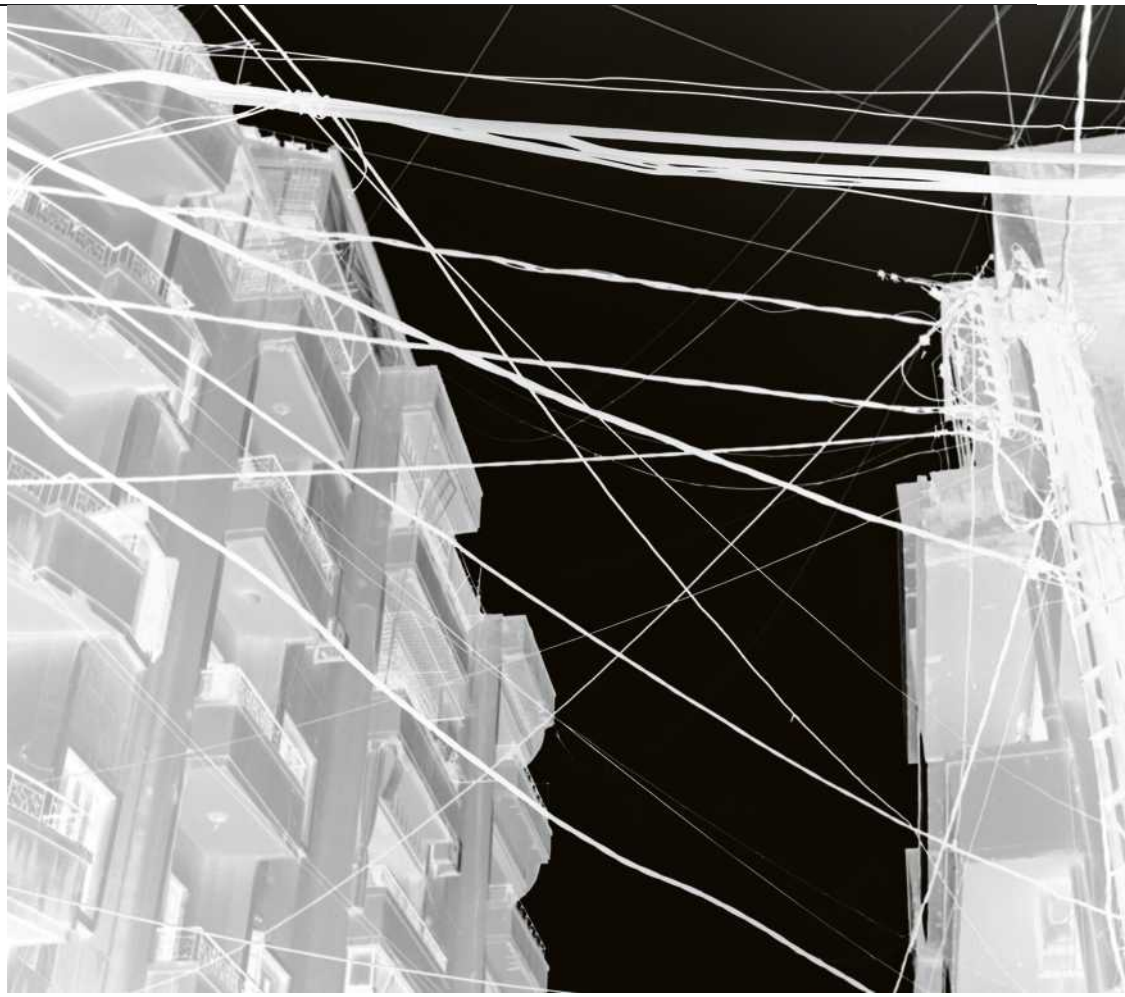
L'OMBRE D'IMAGE 7

Seul dirigeant étranger à se rendre auprès des Libanais endeuillés au lendemain de l'explosion dévastatrice du port de Beyrouth, Emmanuel Macron avait esquissé une feuille de route pour sortir le pays de l'ornière. Dès son retour, en avocat engagé du Liban auprès de la communauté internationale, il avait réuni une trentaine de dirigeants internationaux lors d'une conférence virtuelle, mobilisant une aide d'urgence de 250 millions d'euros. Parallèlement, il insistait auprès des dirigeants libanais pour qu'ils engagent d'urgence les réformes attendues par la communauté internationale et leur propre peuple. Et d'abord en formant *«un gouvernement de mission»*, formule consacrée par l'Elysée pour qualifier l'équipe *«propre et efficace»* capable de mettre en œuvre les réformes trop longtemps *«repoussées»*. Les priorités d'un tel gouvernement sont toujours les mêmes que celles listées par la conférence Cedre de 2018 : réformes de la gouvernance, de l'électricité et des douanes, et audit de la Banque centrale du Liban. *«Dès lors que le Liban demande l'aide de la France et de la communauté internationale, il est normal qu'il respecte ces conditions»*, fait-on valoir dans l'entourage du chef de l'Etat.

Ce sursaut tardif et précipité des dirigeants libanais pour accueillir ce mardi Emmanuel Macron ne fait que braquer davantage la population. Derrière le nouveau dynamisme de Michel Aoun, on voit la patte de la grande communicatrice Anne Méaux dont la société Image 7 aurait été chargée de redorer l'image du clan du président libanais, dans la perspective d'une candidature de son gendre Gebran Bassil pour lui succéder. L'entretien publié dans *Paris Match* le 27 août d'un Michel Aoun se présentant comme le seul responsable sincère et non corrompu au Liban a suscité la polémique sur Twitter. Un ancien ministre, l'intellectuel Charles Rizk, l'a évoqué pour affirmer qu'Image 7 était derrière cette stratégie, pour une somme colossale. Anne Meaux a formellement démenti *«avoir passé un contrat ou être en contact avec Gebran Bassil»*… Mais sans convaincre. *«C'est la première fois depuis l'explosion du port qu'Aoun porte une cravate noire en signe de deuil»*, note une internaute libanaise à propos de l'interview télévisée accordée par le président libanais dimanche soir. Quant au nouveau Premier ministre, Moustapha Adib, il est qualifié de *«Hassan Diab bis»*, en référence au chef du gouvernement démissionnaire. C'est peu dire que le nouveau Premier ministre n'a pas convaincu les Libanais. L'ancien ambassadeur à Berlin suscite même les plus grandes appréhensions pour sa proximité avec le clan Aoun et le Hezbollah.

LA GLU DE L'INERTIE

Les tentatives de recyclage d'une classe politique rejetée en bloc par les Libanais qui veulent les voir partir *«tous, c'est-à-dire tous»*, selon le slogan de la protestation, soulèvent les plus grands doutes sur les chances de réussite d'Emmanuel Macron. Car si la pression maximale exercée par la France a fait réagir les dirigeants libanais ces derniers jours, on connaît d'expérience leur propension à dissoudre les meilleurs efforts dans l'acide de leurs divergences ou la glu de leur inertie en jouant la montre. On ne peut défaire en cent jours un système vieux de cent ans… ◆



Des câbles dans le quartier de Geitawi, à Beyrouth, jeudi. A cause des multiples coupures de courant, les Libanais sont obligés d'utiliser

L'électricité, un calvaire continu depuis trente ans

Tarifs trop bas, centrales vieillissantes, management confessionnel, intérêts privés… Le Liban est englué dans les pénuries et l'endettement de l'opérateur public EDL.

Zeina n'en revient pas : *«Dix heures d'électricité de suite sans coupure !»* s'exclame cette mère de trois enfants en ce début de soirée, trois jours après l'explosion dans le port de Beyrouth. *«J'aurais eu largement le temps de faire tourner une deuxième machine de draps et de serviettes, après les vêtements des enfants»*, regrette cette habitante d'Achrafieh, un des quartiers très abîmés par l'explosion. Hasard ou calcul politique pour désamorcer la colère des habitants de la capitale après le drame du port ? Alors qu'il n'y avait pas de courant plus de trois ou quatre heures par jour au cours des semaines précédentes, voilà qu'il était disponible jusqu'à douze heures sur vingt-quatre dans les jours qui ont suivi la déflagration du 4 août. *«Le gars chargé d'actionner l'interrupteur compterait-il parmi les victimes de l'explosion ?»* se demandaient des Libanais à l'humour noir.

«Lumières, télé et frigo»

Guetter les coupures de courant, tester les interrupteurs et jongler avec les appareils électriques fait partie du quotidien des Libanais depuis des années. *«Quand l'électricité de l'Etat est disponible, je peux brancher le climatiseur, lancer une lessive ou prendre l'ascenseur»*, explique Zeina. *«Mais quand elle se coupe, c'est le générateur de l'immeuble qui prend le relais et sa puissance insuffisante permet juste de quoi garder les lumières, la télé et le frigo en marche»*, poursuit la quadragénaire. Comme tout foyer libanais, elle a deux fournisseurs d'électricité : l'organisme public EDL (Electricité du Liban) et le propriétaire du générateur au mazout ou diesel. Deux factures d'énergie mensuelles pèsent donc sur le budget des Libanais. Et de plus en plus lourdement en ces temps de crises financière puis sanitaire qui ont sinistré leurs revenus, avant même l'explosion du port. Pour le foyer de cinq personnes de Zeina, avec la chute spectaculaire de la livre libanaise depuis le début de l'année, la facture mensuelle d'EDL atteint les 140 000 livres libanaises (environ 77 euros) pour 15 ampères d'abonnement, tandis que celle du générateur s'élève à trois fois plus récemment, pour 10 ampères. Une somme qui varie selon ce que les ménages peuvent se permettre, devenant un marqueur des inégalités sociales. «Dis-moi combien d'ampères tu achètes et je te dirai combien tu gagnes» pourrait être un bon test pour évaluer le niveau de vie des Libanais.

Si le poste énergie grève le budget des ménages, il représente un gouffre pour les finances publiques. Jamais réparé depuis la fin de la guerre civile de 1975-1990, le réseau électrique libanais est classé comme le quatrième plus mauvais au monde, selon un rapport de la société de consultant McKinsey International. Trente ans aussi que les pertes se creusent. Avec quelque

des générateurs au mazout ou au diesel. PHOTOS RAFAEL YAGHOBZADEH

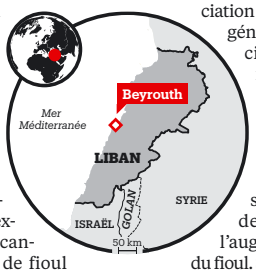
42 milliards de dollars (35,2 milliards d'euros), le secteur compte pour plus de 40 % d'une dette publique abyssale de 94 milliards de dollars (78,7 milliards d'euros) – l'équivalent de 160 % du PIB –, à l'origine de l'effondrement économique et financier du Liban depuis le début de l'année. Derrière cette déconfiture financière, il y a une grande débiteuse : l'entreprise publique EDL, à laquelle a été attribué en 1964 le monopole de la production d'électricité, et qui est devenue le symbole de la défaillance de l'Etat libanais. Principale pourvoyeuse de courant dans le pays, elle est en déficit chronique et ne tient que grâce aux subventions du Trésor libanais, estimées à près de 2 milliards de dollars par an (1,68 milliard d'euros), et qui ont compté entre 2008 et 2017 en moyenne pour 3,8 % du produit intérieur brut national, selon la Banque mondiale.

Les causes de l'hémorragie sont clairement identifiées, depuis longtemps et tout à fait officiellement. Elles sont résumées dans un rapport du ministère de l'Energie de 2019, qui met notamment en cause *«la fixation du tarif sur une moyenne plus basse que le coût de production, l'usage des centrales anciennes ayant un rendement médiocre et un coût opérationnel»*. L'achat du fioul pour l'alimentation des centrales électriques représente une grande part des subventions publiques au secteur. D'autant que le tarif pour le consommateur n'a pas bougé depuis 1996 lorsque le baril de pétrole valait 23 dollars contre, en moyenne, 70 dollars ces dernières années (avant son effondrement récent dans la foulée de la crise sanitaire mondiale). Ainsi le consommateur libanais continue-t-il de payer 9 cents (7 centimes d'euros) le kilowattheure alors que son coût de production est double aujourd'hui. Outre la fourniture à perte de ses services, EDL doit faire face à un grave problème de collecte et on estime à 50 % la proportion de ses factures impayées.

Toiles d'araignées

Les régions et quartiers populaires dominés par le puissant Hezbollah sont régulièrement pointés comme les plus mauvais payeurs ou tricheurs. Ils ne sont pas les seuls. On retrouve des toiles d'araignées de câbles sauvages qui siphonnent le courant dans de nombreux quartiers défavorisés ou d'habitations informelles, comme dans d'autres pays pauvres du Moyen-Orient ou d'Afrique. En 2012, le gouvernement avait passé un accord avec des sociétés privées pour la facturation et la collecte mais sans leur donner les moyens d'obliger les clients à honorer leurs factures.

A tous ces facteurs plombant EDL depuis des années s'ajoutent une corruption et une gouvernance déplorable liées notamment au système de répartition confessionnel en vigueur dans toutes les administrations. Les membres du Conseil d'administration d'EDL sont désignés non en fonction de leurs compétences ou de leur intégrité mais de leur appartenance confessionnelle.



Ainsi en juillet, alors que les pénuries d'électricité – expliquées par un scandale de livraison de fioul frelaté – provoquaient des records de coupures, le gouvernement de Hassan Diab a nommé six nouveaux administrateurs, issus des six principales communautés du pays. Une méthode qui favorise le clientélisme à tous les niveaux de l'entreprise publique, permettant aux principaux leaders politiques d'offrir des emplois fictifs à leurs proches et obligés.

En outre, une véritable restructuration d'EDL remettrait en cause la place colossale occupée par les générateurs privés, devenus indispensables depuis vingt ans pour pallier les défaillances du fournisseur public. En 2019, 84 % des ménages libanais utilisaient des générateurs, un marché informel de 2 milliards de dollars par an représentant 13 000 emplois et qui compte 7 000 propriétaires. Ceux-ci sont regroupés au sein d'une «association des propriétaires de générateurs» qui négocie officiellement et fait pression sur les pouvoirs publics. Ils ont même menacé de faire grève en juin en raison de la régulation imposée par le ministère de l'Energie et de l'augmentation du prix du fioul. Surnommée *«la mafia des générateurs»*, ce cartel est constitué d'une nébuleuse politico-financière impliquant hommes d'affaires et dirigeants politiques libanais qui n'ont pas intérêt à voir se terminer ce business aussi opaque que juteux.

Ainsi, si la promesse d'une remise en état du réseau électrique et donc d'un courant fourni vingt-quatre heures sur vingt-quatre par EDL s'affiche en tête des priorités de tous les gouvernements libanais depuis 1990, aucun investissement public significatif n'a été fait depuis, notamment en raison d'un paiement du service de la dette publique qui équivaut à la moitié des revenus de l'Etat…

Réformes

Cette restructuration est surtout l'une des principales exigences des institutions financières internationales pour venir en aide au Liban. La conférence Cèdre de 2017 pour le Liban a prévu 11 milliards de dollars de dons et prêts à investir dans les infrastructures, dont une grande partie pour l'électricité, mais les donateurs attendent toujours les réformes prévues pour décaisser ces sommes. Dernièrement, le dossier a été remis sur la table des négociations avec le FMI lorsque le gouvernement libanais a sollicité un prêt de 10 milliards de dollars.

«Aidez-nous à vous aider», avait martelé Jean-Yves Le Drian à l'intention des dirigeants libanais, les invitant à mettre en œuvre d'urgence des réformes *«attendues depuis trop longtemps»* afin de bénéficier d'une aide du Fonds monétaire international. C'était quelques semaines avant l'explosion du port de Beyrouth et l'élan d'Emmanuel Macron pour sauver le pays. Des exigences plus que jamais d'actualité.

HALA KODMANI

En Biélorussie, le passé dans l'impasse

Malgré un décor suranné qui donne une impression de stabilité, le pays est secoué par des manifestations massives depuis le 9 août. Parmi les contestataires, on retrouve de nombreux travailleurs de l'influent secteur informatique, pour qui la réélection frauduleuse d'Alexandre Loukachenko est inacceptable.

Par
JUSTINE SALVESTRONI
Envoyée spéciale à Minsk

Alors que l'Union soviétique s'effondrait, le jeune Alexandre Loukachenko, déjà moustachu et encore chevelu, dernier homme encore debout au milieu des ruines, décidait que le meilleur endroit pour construire le futur de son pays, la Biélorussie, c'était le passé. *«Loukachenko a tenu ses promesses,* se réjouit Vydcheslav, 77 ans, ouvrier retraité et fidèle soutien du Président. *Il a gardé ce qu'il y avait de mieux en URSS, comme les grandes usines, le KGB, les hôpitaux gratuits, et avec lui, le peuple est discipliné, a appris à travailler et file droit, pas comme en URSS!»* «Batka», le paternel, comme on le surnomme, a tenu ses promesses. En violant les droits de l'homme, c'est vrai, et en assassinant ses opposants. Mais s'il joue au GI Joe aujourd'hui avec sa kalachnikov et ses menaces, c'est pour protéger son petit peuple.

Il a gardé le décor du passé : la faucille et le marteau sont incrustés sur les façades des bâtiments, les rues Lénine croisent les avenues Karl-Marx, les statues de Félix Dzerjinski, le fondateur de la Tchéka, sont bien entretenues, et, au musée national, les tableaux de Soutine et de Chagall côtoient d'innombrables portraits de komsomols. L'organisation estudiantine léniniste existe toujours, mais s'appelle l'Union de jeunesse républicaine biélorusse. *«Nos profs nous harcèlent pour qu'on y cotise,* se plaint Polina, 23 ans. *Ils nous promettent que ça facilitera l'entrée à l'université, mais c'est juste pour qu'ils puissent dire qu'ils ont beaucoup de membres. Avec l'argent, ils organisent des événements de propagande de mauvais goût.»*

SKAÏ ET FORMICA

Ce dernier quart de siècle, les choses ont l'air d'avoir peu changé dans le pays, les souvenirs d'enfance de plu-

Rassemblement contre le pouvoir à Minsk, dimanche.
PHOTO AP

sieurs générations sont marqués par les mêmes objets : les cahiers d'écolier, avec leur couverture verte, à 15 kopecks, les glaces à 28 kopecks, avec le pingouin sur l'emballage, qui coûtent aujourd'hui le triple mais ont le même goût de crème, la bibliothèque marron qui occupe tout un mur du salon, avec les collections de classiques russes et la vaisselle du dimanche. Les intérieurs biélorusses n'ont toujours pas été envahis par les meubles en kit suédois.

Les meilleurs souvenirs, ceux des vacances, sont liés aux trains, qui n'ont pas changé, non plus. Les trajets, pour se rendre à la datcha (maison de campagne), moins d'un euro l'aller-retour, animés par de vieilles dames qui vendent des petits pâtés et des accordéonistes avec leurs chansons tristes sur la solitude et les chevaux. Les plus beaux traversent lentement le pays, de Grodno à Vitebsk, de Gomel à Brest. Une *provodnitsa* en uniforme s'occupe des passagers, vérifie les billets avec leur sigle doré, et leur apporte du thé, des biscuits et des draps en coton. De jour comme de nuit, c'est l'Orient-Express en deuxième classe, en skaï et formica, des couchettes confortables, quatre par compartiment, des grasses matinées au son du roulis avec vue sur le ciel. Ou, en troisième classe, comme un voyage en sous-marin (ou en boîte de sardines selon le niveau de claustrophobie). La première classe n'est jamais proposée. Prix du billet : entre 5 et 20 roubles (1,6 à 6,3 euros). Une somme dérisoire, irréelle, qui ne correspond pas au coût du voyage, qui reste accessible à tous. L'équivalent d'un café et d'un croissant dans un bistrot un peu chic, ou des courses pour nourrir quatre personnes au dîner.

De nouveaux trains les remplacent peu à peu, construits par les Suisses, peu confortables mais très rapides, plus chers, symboles de l'inévitable modernisation de la Biélorussie. Même Loukachenko n'a plus le pouvoir de la maintenir artificiellement en suspension dans le temps, malgré les subventions aux transports, à la culture et aux grandes usines d'Etat. Une stabilité de façade, comme si le cours chaotique du rouble ne secouait pas l'économie, comme si la catastrophe de Tchernobyl n'avait pas empoisonné la plus grande partie du territoire – les moins de 40 ans se souviennent des lézards à deux queues, voire à deux têtes, qu'ils attrapaient dans le jardin, où leurs grands-parents ne pouvaient plus cultiver de légumes.

Une vie sous cloche, à l'abri des secousses du capitalisme, de la guerre et l'apocalypse, de la faim et de la peur, pour oublier les histoires terribles de mères emprisonnées et d'enfance à l'orphelinat, de suspicion, de batailles pour la réhabilitation… *«La Biélorussie, c'est un pays doré,* jure Nina depuis son kolkhoze. *Nous sommes en paix, nous trouvons de tout dans les magasins, et c'est grâce à Loukachenko !»*

«RÉVOLUTION NUMÉRIQUE»

Allergique aux réformes, le Président a fait une concession, ouvrant la boîte de Pandore : la création du High Tech Park (HTP), en 2005, pour faire de Minsk la capitale régionale des hautes technologies. Structure étatique placée directement sous la direction du Président, le HTP accorde des réductions d'impôts, des bourses, et une liberté accrue aux start-up. Avec, évidemment, un accès libre à Internet, et, bientôt, une exemption de visa pour les touristes, alors que le pays était difficile d'accès. La Biélorussie, fille ingrate de l'URSS, qui n'a ni mer, ni montagnes, ni ressources naturelles, s'est vu refiler le rôle d'intello de la famille avec le secteur de construction de gros engins miniers et militaires, mais aussi d'électronique. Pour avoir de bons ingénieurs, il a fallu de bonnes universités (où, faute de moyens, dans les années 80 et 90, on étudiait l'informatique à partir d'un poster d'ordinateur), d'où sortent encore aujourd'hui les programmeurs.

Ils sont rapidement devenus une caste privilégiée, pourvoyeuse de devises, avec une influence inédite sur la législation, de gros salaires, une éducation et des mœurs très occidentales. Petit à petit, les *«IT guys»* ont obtenu le droit de créer leurs propres écoles, leurs œuvres de bienfaisance, ont eu recours à la médecine privée, formant un Etat dans l'Etat d'environ 50 000 personnes. Voitures neuves, beaux appartements, restaurants de luxe, ils ont importé un mode de vie capitaliste et poussé de petits entrepreneurs à se lancer dans le secteur privé à leur tour. *«Je voulais enseigner la programmation. Finalement, je suis devenu programmeur, c'est dix fois mieux payé,* explique Sergueï, 29 ans. *Que mon travail vaille celui de dix profs, ça donne une idée du genre de pays qu'est la Biélorussie. Qu'est-ce que je vais dire à ma fille quand elle grandira ? Qu'elle a le choix entre émigrer et apprendre à coder ?»* C'est parce que seuls ces deux options semblaient possibles que les ingénieurs se sont mobilisés contre le Président, massivement contesté dans la rue depuis sa réélection frauduleuse, le 9 août.

> «Qu'est-ce que je vais dire à ma fille ? Qu'elle a le choix entre émigrer et apprendre à coder ?»
> **Sergueï** programmateur

«Ce qui se passe en ce moment, ce n'est pas une révolution de couleur, comme le prétend Loukachenko, *mais une révolution numérique»,* estime Maksim Bogretsov. Vice-président d'Epam Systems, la plus connue des multinationales biélorusses, créée en 1993, il s'est mis en congé à durée indéterminée pour rallier le conseil de coordination, l'organe issu de l'opposition, qui s'est donné pour mission de mener à bien la transition démocratique. *«Les gens qui travaillent dans le secteur des nouvelles technologies sont créatifs, éduqués, ils ont beaucoup voyagé. C'est devenu impossible, pour eux, d'accepter que les élections soient truquées. Ils ont appliqué leur savoir au scrutin : récolter, analyser et partager des données…»* Beaucoup de membres de l'opposition sont liés au secteur, à commencer par le fondateur du HTP, Valery Tsepkalo, et sa femme, Veronika (Microsoft), qui se sont présentés à la présidentielle avant d'être poussés à l'exil. Dans le présidium du conseil de coordination, Maria Kolesnikova, après une carrière de musicienne en Allemagne, est revenue à Minsk en 2019 pour travailler dans une start-up.

JEUNESSE PRIVILÉGIÉE

Mais les *«IT guys»,* même s'ils sont nombreux dans les manifestations, ne pourront pas mener seuls la révolution contre Loukachenko, ni la modernisation du pays. *«Ils ne sont pas déconnectés de la réalité,* assure Maksim Bogretsov. *Ils connaissent très bien le reste des Biélorusses, par leur famille et leurs amis.»* Sauf que la jeunesse privilégiée qui rêve de liberté et de démocratie pourrait trouver le temps long si un nouveau régime tardait à s'installer, et céder à la tentation de l'émigration.

«Des milliers d'entre eux sont déjà partis à cause des répressions et des coupures d'Internet, reconnaît le vice-président d'Epam Systems. *Ce qui va aggraver la crise économique, puisque de ce secteur dépendent beaucoup de petites entreprises, dans la restauration, la construction, la culture… Mais ils reviendront, et nous reconstruirons tout !»* Toutefois les balbutiements de la privatisation n'ont pas fait que des heureux. *«Dans le temps, on savait respecter les anciens, maintenant nous sommes traités comme des déchets,* se fâche Loudmila, retraitée forcée de chez Elema, des ateliers de couture privatisés. *J'aurais pourtant aimé y travailler toute ma vie.»* L'Union soviétique vit ses tout derniers jours, résiste encore un peu, mais tombera définitivement en même temps que Loukachenko.

Par
SIBYLLE VINCENDON
Photo **ADRIEN SELBERT. VU**

Vendredi dans les locaux parisiens de la foncière Gecina, conçus par le designer Olivier Saguez.

Covid
Les bureaux, espaces en voie d'adaptation

Alors que les dirigeants hésitent entre télétravail et retour prudent sur site avec masques, l'organisation des lieux de travail devient cruciale. Aux bricolages de Plexiglas des débuts pourraient succéder une réflexion sur le fonctionnement des entreprises.

DÉCRYPTAGE

Parmi les nombreux mystères du Covid-19, l'avenir du bureau n'est pas le moins opaque. Mort de l'open space et de ses plateaux géants avec des collaborateurs serrés comme des sardines ? Ou retour généralisé de chacun dans ses pénates avec le triomphe ultime du télétravail ? Ni l'un ni l'autre ou les deux à la fois. *«Avant les vacances d'été, certains employeurs avaient annoncé des plans de retour au bureau pour septembre,* explique Rémi Calvayrac, directeur de la transformation des environnements de travail chez JLL, société de conseil en immobilier d'entreprise. *Mais depuis le redémarrage des contaminations au cours du mois d'août, on entend davantage parler de la fin du premier trimestre 2021, voire du deuxième.»*
L'état du marché des bureaux ne renseigne pas beaucoup plus sur les évolutions à venir. Plus grands, plus petits, situés autrement ? Côté transactions, *«il y a eu un très gros trou d'air pendant le confinement,* constate ce professionnel. *Des dirigeants ont différé leur décision de déménagement en se disant qu'ils ne savaient pas encore où ils en seraient par rapport au télétravail. Et quand ils sont en fin de bail, ils choisissent parfois de rester dans leurs locaux et de renégocier le contrat en cédant une partie des plateaux».* Bref, résume Rémi Calvayrac, *«aujourd'hui, tout le monde est dans le flou».* Ce 1er septembre, le port du masque devient obligatoire dans toutes les entreprises. La ministre du Travail a toutefois reconnu la possibilité de l'enlever *«dans un atelier, dans un open space pour dix minutes quand plusieurs collègues sont partis…»* Quels bureaux pour le futur ? Y aura-t-il même des bureaux tout court ? Décryptage.

Est-ce la fin de l'entassement ?

Le coronavirus Sars-CoV-2 n'a pas que des défauts : il aura permis de mettre enfin sur la table la question des mètres carrés alloués à chaque collaborateur. *«Il n'y a pas de secret, il faut de l'espace»,* argue le designer Olivier Saguez, qui a aménagé quantité de lieux de travail dans sa vie professionnelle. Dans une note récente consacrée à l'impact du télétravail sur l'immobilier tertiaire, la banque Natixis objectivait le constat : *«La plupart des immeubles de bureaux livrés ces cinq dernières années consacraient 9 à 10 mètres carrés par poste de travail.»* Les experts de la banque préconisent d'utiliser les contraintes sanitaires pour atteindre *«enfin»* la norme Afnor de 10 à 15 mètres carrés.
Que faire alors pour rendre «corona-compatibles» les superficies actuellement bondées, celles des centres d'appels par exemple ? Le bricolage a été le premier réflexe. Depuis le déconfinement, des écrans transparents ont été posés dans tous les commerces de France, mais aussi dans nombre de bureaux. Le prix des plaques de Plexiglas a été multiplié par quatre, les délais de livraison atteignent trois mois. L'esthétique passe à la trappe. Des designers se sont attaqués au problème, proposant des cloches tombant du plafond, des cabanes sur roulettes, des canapés transformables en cahutes… Plutôt des prototypes que des solutions. De plus, les centaines de panneaux supposés bloquer les gouttelettes de salive servent-ils encore à quelque chose si le virus se répand par aérosolisation dans l'air des lieux clos ? Décourageant.

Rendre les bâtiments bons pour la santé ?

L'immobilier tertiaire a ses modes. *«On a eu le "smart building", le "green building" et nous allons avoir maintenant besoin du "healthy building"»,* pronostique Rémi Calvayrac. Dans le meilleur des cas. Pour le moment, les immeubles de bureaux sont loin du compte. *«Il existe des lieux de travail qui nuisent à la santé,* dénonce le designer Olivier Saguez. *L'open space de Publicis a beau être sur les Champs-Elysées, il n'est pas acceptable.»* A ses yeux, même «la plus belle avenue du monde» ne peut justifier l'entassement. Comment faire alors ? *«Multiplier les surfaces par deux, voire trois, ouvrir vers l'extérieur au maximum, augmenter le nombre de terrasses.»* Les portes doivent être à ouverture automatique, les boutons d'ascenseurs remplacés par des QR codes dans les téléphones. Et l'ascenseur par un escalier. *«J'en remets dès que je peux, même entre étages dans des tours à la Défense,* raconte Olivier Saguez. *Des escaliers dégagés avec de la moquette pour éviter de se casser la figure, bien éclairés. Il faut réhabiliter l'escalier comme un bel objet.»*

Vers des bureaux high-tech ou low-tech ?

Pour être sain, l'immeuble de bureaux doit-il forcément être truffé de technologies et piloté comme une centrale nucléaire ? *«Une des réponses à la crise sanitaire est quand même de s'assurer du nombre de gens présents dans le bâtiment, d'où l'utilité de capteurs»,* défend Rémi Calvayrac. Quant à la climatisation, soupçonnée de répandre les infections, elle serait victime d'un mauvais procès. *«Il existe des filtres UV pour détruire les virus. Beaucoup de technologies peuvent aller dans le bon sens. Mais il ne faut pas qu'elles prennent le dessus»,* ajoute-t-il. D'autant plus que toutes les entreprises ne peuvent pas se les offrir. *«Le smart building est cher, extrêmement complexe. C'est davantage une demande des grandes entreprises»,* pointe Véronique Bédague, directrice générale déléguée de Nexity, plateforme de services immobiliers. Nexity travaille maintenant sur de *«petits bâtiments low-tech»* – jusqu'à 10 000 mètres carrés quand même – avec des ventilations naturelles, *«néanmoins assez délicates à mettre au point».*

La solution passe-t-elle par le télétravail ?

Risque numéro 1 de contamination par le virus du Covid : le groupe d'humains. Moins d'individus groupés, moins de risques. En novembre, un rapport du ministère du Travail comptait 1,8 million de personnes travaillant chez elles de façon occasionnelle ou régulière. Dans sa note consacrée à l'impact du télétravail sur l'immobilier tertiaire, la banque Natixis estimait que ce chiffre avait grimpé à 5,1 millions pendant le confinement. Appliqué en quarante-huit heures pour une raison purement sanitaire, ce basculement *«dès que possible»,* selon les termes du ministère, a révélé à de nombreuses hiérarchies que la pratique n'empêchait pas la machine de tourner, bien au contraire.
Les experts de Natixis recensent les avantages de l'exercice. Côté employés : pas de transports, moins de fatigue, plus de calme. Côté employeurs : réduction des coûts, baisse des absences, pas de distraction due à la vie de bureau. Mais les uns et les autres voient aussi de sérieux inconvénients. Pour ●●●

●●● les employés : isolement, perte de l'esprit d'équipe, obligation de l'autodiscipline, intrusion de la vie de famille dans le travail (et vice-versa). Pour les employeurs : moins de créativité et d'innovation, effacement de la culture maison, difficultés à intégrer les nouveaux.
Mettre ses salariés totalement en télétravail et *«piloter 90 000 personnes avec un iPad depuis sa cuisine»*, comme l'a fait un des clients de Rémi Calvayrac pendant le confinement, est un modèle difficile à généraliser en temps normal. Véronique Bédague estime ainsi que *«le télétravail n'est pas un projet de société. Cela n'est bon pour personne, on a besoin de sortir de chez soi»*. Mais contraindre toutes les équipes à reprendre le chemin de la boîte comme avant ne l'est pas non plus. Rémi Calvayrac : *«Nous n'avons pas rencontré une seule entreprise qui souhaite actuellement imposer le retour à tous ses collaborateurs, et encore moins avec le masque obligatoire.»*

«Une des réponses à la crise sanitaire est de s'assurer du nombre de gens présents dans le bâtiment.»

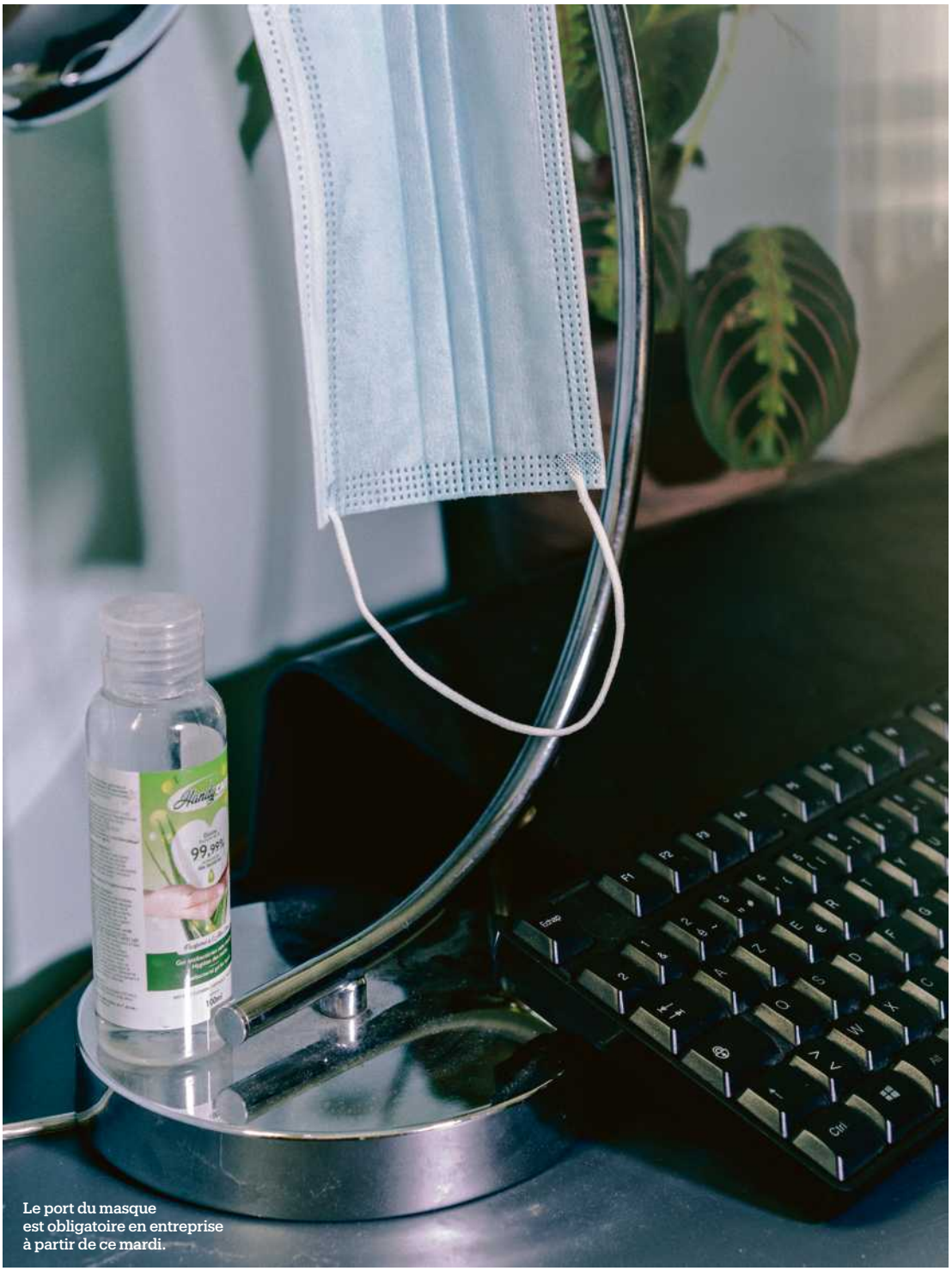
Rémy Calvayrac
directeur de la transformation des environnements de travail à JLL

Le télétravail est-il une bonne affaire pour l'employeur ?

Quand une partie des collaborateurs est à la maison, la question des mètres carrés alloués à chaque poste de travail se résout toute seule : moins de monde signifie plus d'espace. Sauf si les dirigeants voient dans le télétravail une occasion de diminuer leurs coûts fixes, c'est-à-dire de louer moins grand. *«Quand de grosses entreprises décrètent le télétravail pour toutes leurs équipes, arrive un moment où la question des coûts se pose,* dit Véronique Bédague. *L'équation économique qui consiste à mettre face à face des bureaux qui coûtent à l'entreprise d'une part et un télétravail qui ne lui coûte rien d'autre part n'est pas si simple.»*
C'est aussi ce que pensent les grandes centrales syndicales. Elles ont obtenu du Medef une série de *«discussions»* sur le télétravail. Rien de plus car l'organisation patronale refuse toute *«négociation»* là-dessus. Pourtant, *«les économies qu'il génère vont être le grand sujet. Le parc immobilier non consommé va se réallouer quelque part»*, remarque Rémi Calvayrac. Où va aller l'argent économisé grâce aux mètres carrés en moins ? *«Peut-être dans le siège, dans des bureaux partagés, voire chez le collaborateur. Certaines entreprises françaises ont instauré une dotation pour que leurs salariés s'équipent.»* Pas plus révolutionnaire que les tickets restaurants ou le remboursement du pass transports. Dans cette idée, Bluedigo, une plateforme de vente en ligne de matériel de bureau d'occasion, propose aux employeurs des *«packs télétravail»* : un bureau droit et une chaise à roulettes (180 euros hors taxes), fournitures de bureau éco-responsables dont la ramette de feuilles et les Post-it (25 euros hors taxes).

Est-ce une occasion de repenser l'organisation du travail ?

C'est un autre effet secondaire de la pandémie, et pas des moindres : l'interrogation sur les lieux entraîne avec elle des questions sur l'organisation du travail. *«La séquence même du travail est à repenser,* estime Rémi Calvayrac. *Ce qui n'a pas bien fonctionné pendant le confinement, c'est tout ce qui touchait à l'innovation.»* La créativité surgit mal en visioconférence et rarement dans la solitude. Dès lors que le télétravail s'installe dans le fonctionnement d'une firme, il faut que les collaborateurs, quand ils reviennent, trouvent des endroits pour cogiter ensemble. *«La performance se joue à plusieurs et les espaces collectifs doivent être des espaces nobles»,* estime-t-il encore. On oublie la salle sans fenêtre au milieu du plateau. Aujourd'hui, les spécialistes de cet immobilier veulent convaincre leurs clients qu'ils ne devraient pas viser moins de bureaux mais *«mieux de bureaux»*. Pour Rémi Calvayrac, *«le volume global de mètres carrés va sans doute un peu diminuer mais pas à proportion du télétravail. Parce que si l'on fait ça, on casse la raison de venir au bureau»*. Véronique Bédague interroge : *«Au fond, le bureau, à quoi ça sert ? Ce ne sont pas des mètres carrés que l'on vend mais un instrument de transformation de l'entreprise.»* Dans le meilleur des cas. Comme dit Olivier Saguez : *«Mettez-moi face à une équipe projet, avec de futurs utilisateurs. Les directions financières et immobilières, il faut tout de suite les mettre de côté. Pour aménager des bureaux, j'ai besoin de parler avec les gens qui vont y vivre.»* Eux aussi. ◂▸



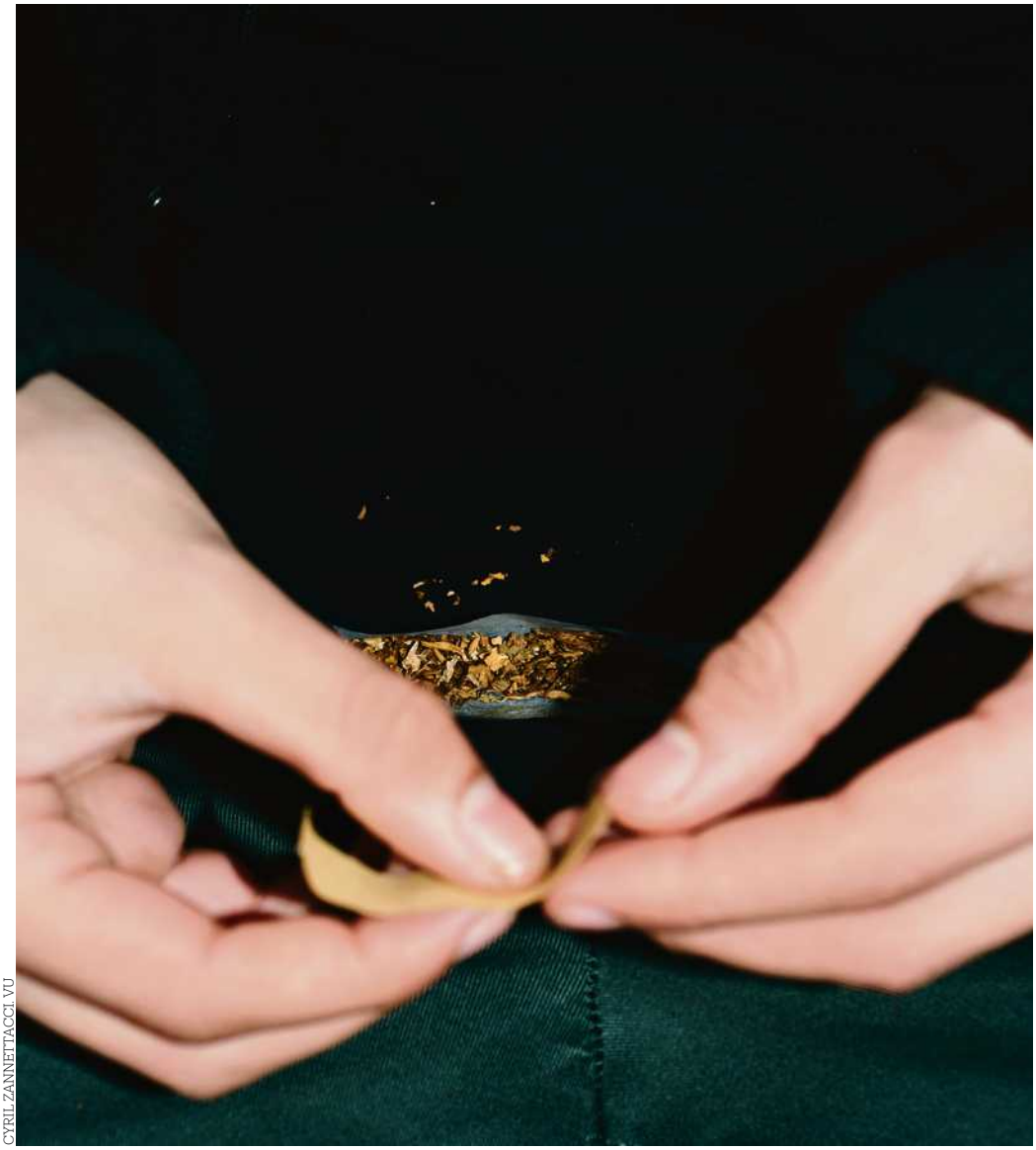
Le port du masque est obligatoire en entreprise à partir de ce mardi.

Stupéfiants : «L'amende ne réglera en rien le problème»

Pour le spécialiste du droit de la drogue Yann Bisiou, la verbalisation mise en place par le gouvernement ce mardi est d'abord politique et n'aura pas forcément d'effet sur le plan judiciaire et sanitaire.

INTERVIEW

DR



CYRIL ZANNETTACCI. VU

Recueilli par
CHARLES DELOUCHE
et **CHRISTIAN LOSSON**

A partir de ce mardi, tout possesseur ou consommateur de stupéfiants (cannabis, cocaïne…) pourra être verbalisé directement par la police sur la voie publique. Et s'expose à une amende forfaitaire délictuelle de 200 euros (150 euros dans les quinze jours, 450 euros au-delà de quarante-cinq jours), le tout doublé d'une inscription au casier judiciaire. Le gouvernement veut croire que cette mesure permettra de désengorger les tribunaux, ce que contestent magistrats et associations d'usagers. Une politique répressive, à rebours de celles mises en place dans d'autres pays, déplore Yann Bisiou, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'université Paul-Valéry de Montpellier et spécialiste du droit de la drogue.

Quel est le sens de l'amende forfaitaire délictuelle de 200 euros pour usage de stupéfiants qui va être généralisée à la rentrée ?

Elle traduit une cohérence dans la politique répressive, où les maigres avancées sur le cannabis thérapeutique semblent être l'exception qui confirme la règle. On continue avec ce quinquennat dans l'obsession sécuritaire et répressive. Annoncée en avril 2018 par l'ex-garde des Sceaux Nicole Belloubet, adoptée par la loi du 23 mars 2019, cette amende venait à peine d'être expérimentée depuis deux mois à Créteil, Lille, Marseille, Reims ou Rennes. Et sans aucun bilan ni retour d'expérience, le nouveau gouvernement vient de décider de la généraliser pour septembre. Les consignes données aux parquets n'ont même pas été rendues publiques. On est donc dans une démarche beaucoup plus politique que judiciaire, scientifique ou sanitaire. On est dans l'irrationnel, la symbolique de l'instrumentalisation du droit, des usagers et des enjeux liés à la drogue. De la pure hypocrisie.

Pourquoi cette mesure est-elle selon vous hypocrite ?

Parce que depuis cinquante ans, on a connu en moyenne une loi tous les six mois. Et on nous explique qu'il faut toujours plus de lois et de répression pour endiguer l'usage et l'abus de drogue. Or la France connaît l'un des plus forts taux de consommation en Europe et l'un des systèmes judiciaires les plus répressifs. L'échec est donc patent. L'amende forfaitaire ne réglera en rien le problème.

Pour quelles raisons ?

Parce qu'elle ne sera pas plus efficace. D'abord, elle ne concerne qu'une partie des usagers, ceux qui sont les plus faciles à interpeller : les jeunes majeurs consommant dans l'espace public. Ceux qui cultivent du cannabis chez eux ou s'en procurent par Internet continueront à être poursuivis devant les tri-

bunaux. On prétend lutter contre un sentiment d'impunité mais même à plein rendement, l'amende forfaitaire ne pourra pas sanctionner plus de 10 % à 15 % des consommateurs de cannabis. Il serait plus simple de rappeler que la consommation de drogue est déjà sévèrement sanctionnée et qu'elle constitue le troisième contentieux pénal après les infractions routières et les vols. Et les sanctions varient énormément en fonction des juridictions.

Mais d'où vient cette idée d'amende forfaitaire, et quels autres pays l'ont mise en œuvre ?

L'idée d'une contravention pour usage traîne dans les cartons depuis longtemps. Une lubie promue en 2003 par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, et qui revient depuis périodiquement. En 2011, François Rebsamen, alors président du groupe PS au Sénat, proposait aussi de *«contraventionnaliser»* l'usage du cannabis pour ne pas parler de dépénalisation et apparaître comme laxiste. L'idée consistait alors à vouloir interdire sans stigmatiser. Une erreur qui a conduit la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) à proposer dans son avis sur les drogues de 2016 de décriminaliser l'usage de cannabis et limiter le recours à une contravention pour les drogues plus dangereuses. Finalement, le projet adopté va plus loin : on garde le délit et donc toutes les mesures coercitives d'enquête et l'inscription au casier judiciaire, mais avec une sanction forfaitaire comme pour les contraventions.

Il y a quand même l'idée, en filigrane, de désengorger les tribunaux…

Cela n'a rien d'évident. Car le contentieux, les recours vont se multiplier. La police constatera les faits, dressera des PV, infligera des amendes. Mais leur contestation rebondira en justice. Certains magistrats anticipent d'ailleurs un afflux de plaintes. Surtout, la sanction pénale inclut depuis la loi du 31 décembre 1970 une incitation aux soins. Désormais, c'est au seul policier d'en décider.

Cela revient à décréter la primauté de la sécurité publique sur la santé publique ?

Tout à fait. On change de paradigme. On n'incite plus les gens à se soigner.

Des associations ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat concernant le fichier qui va de pair avec la mise en application de cette amende. Quels problèmes ce dispositif pose-t-il ?

Pour que l'amende fonctionne, il a fallu modifier le fichier des procédures d'amende forfaitaire. Ils y ont inclus la fameuse contravention pour non-respect du confinement ainsi que l'amende forfaitaire délictuelle pour usage de stupéfiants. Ce fichier doit conserver les informations pendant dix ans et doit permettre aux procureurs et à la police de gérer les procédures. Or il n'existe aucune possibilité de modification des informations en cas de non-lieu ou en cas d'abandon des poursuites. Des associations vont porter cette affaire devant le juge administratif pour faire annuler cet arrêté en se basant sur une jurisprudence de la Cour européenne qui, à trois reprises, entre 2012 et 2014, avait déclaré que le Système de traitement des infractions constatées (Stic), puis le fichier du traitement d'antécédents judiciaires (TAJ), portait atteinte à la vie privée.

Du Portugal à l'Uruguay, en passant par des Etats américains ou le Canada, et en septembre en Nouvelle-Zélande, de plus en plus de grands pays démocratiques ont dépénalisé ou s'apprêtent pourtant à libéraliser l'usage récréatif du cannabis…

Il y a un mouvement de dépénalisation dans les grands pays démocratiques, mais aussi un mouvement de radicalisation dans la répression dans des pays plus autoritaires, comme aux Philippines, avec les assassinats extrajudiciaires. La France se situe clairement du côté des pays autoritaires qui renforcent la prohibition au lieu de penser une alternative raisonnable.

La France a pourtant avancé l'an passé sur l'expérimentation de l'usage thérapeutique du cannabis avec le feu vert de l'Assemblée nationale en octobre 2019…

On est dans l'incertitude et l'attente d'un décret du ministère de la Santé. Il devait sortir en janvier. On nous l'annonce pour septembre. Les consommateurs de cannabis thérapeutique sont toujours mis dans le même bain que ceux qui consomment récréativement. D'où la nécessité que le décret concernant l'expérimentation du cannabis médical soit signé et mis en application.

Quels effets ont produit la légalisation chez ceux qui l'ont mise en branle ?

Une certitude : la consommation n'a pas augmenté. Et la légalisation n'a pas poussé les jeunes à l'expérimenter. Elle a permis un débat démocratique majeur. Mais le modèle est loin d'être stabilisé. En deux ans, l'offre a largement dépassé la demande. Les grandes multinationales telles que Canopy Growth, Tilray, Aurora ou Aphria sont en souffrance : le produit ne coûte pas cher et peut être autoproduit. La bulle économique du cannabis a explosé. Les actions de Canopy Growth, ancien leader mondial du cannabis, ont perdu plus de 60 % de leur valeur en deux ans, celles d'Aurora ou de Tilray, 90 %. Plusieurs dirigeants ont été débarqués par leurs conseils d'administration et les plans sociaux se succèdent depuis le début de l'année. Cela va poser un problème pour l'expérimentation du cannabis thérapeutique car elles doivent donner le produit gratuitement à l'Etat français.

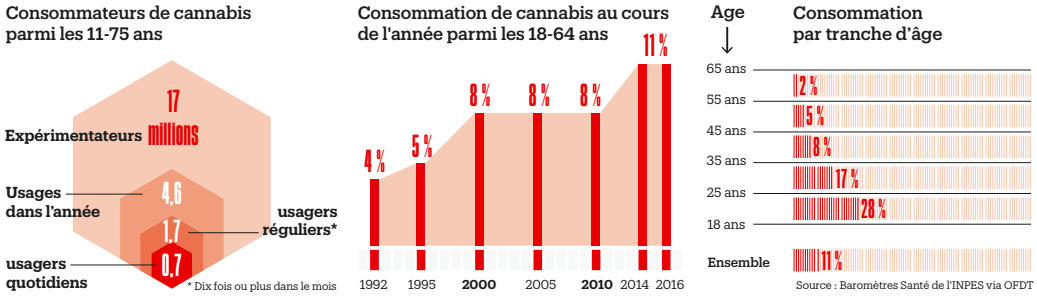
Quel serait le modèle à adopter ?

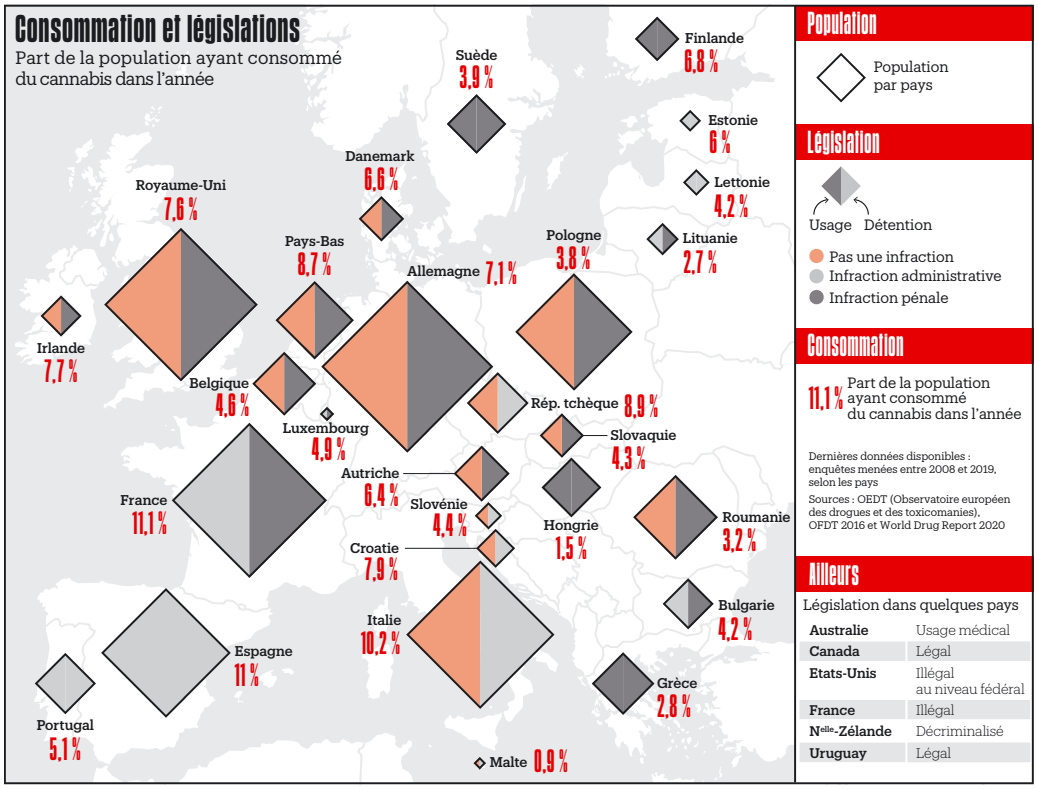
Sans renouveler les erreurs qu'on a pu commettre avec le tabac et l'alcool, il faut instituer un monopole d'Etat via un système de légalisation contrôlée. C'est à l'Etat de prendre en charge le cannabis car ce n'est pas un produit comme les autres. On pourrait ainsi créer des autorisations de culture, inventer un dispositif autour de l'autoproduction et ainsi permettre aux gens de cultiver leurs pieds de cannabis. C'est le plus efficace pour arrêter le trafic et c'est le modèle adopté par l'Uruguay. L'Etat fixe le cadre et délivre des concessions. Mais cela présente deux difficultés : arriver à déterminer le niveau de prix et sa qualité, ainsi que résoudre la question de l'autoproduction. Si le produit est trop faiblement titré ou trop cher, on laisse la possibilité à la contrebande de se maintenir.

La France est l'un des pays les plus répressifs alors que nous sommes les plus gros consommateurs d'Europe de cannabis. Comment expliquer ce paradoxe ?

Il existe des pays très répressifs qui n'ont pas de problème avec le cannabis, et des pays très «légalisationnistes» qui n'ont pas de problème non plus. Et inversement. Il n'y a pas de lien de causalité. Si on compare au niveau européen, le Royaume-Uni a beaucoup plus de problèmes de consommation abusive avec les nouvelles substances psychoactives et les amphétamines. En France, c'est à la fois une histoire de culture et de filière. La disponibilité du produit et l'organisation des filières qui réalisent des marges suffisantes avec le cannabis font qu'elles n'ont pas besoin de vendre d'autres substances. Chaque année, 200 000 faits d'usage et 15 000 faits de trafic de cannabis sont constatés. C'est une toute petite partie émergée de l'iceberg. On estime à 800 000 le nombre d'usagers quotidiens de cannabis en France et au moins 17 millions d'expérimentateurs. Le phénomène est beaucoup plus massif. ◆

En France





LIBÉ.FR

Elles s'appelaient Natacha ou Korotoume… elles ont été tuées par leur conjoint en août

Chaque année, plus de 100 femmes sont tuées par leur conjoint, leur mari ou leur ex. Derrière une froide statistique, il y a des prénoms, des histoires, des vies, des victimes collatérales, dont Libération.fr rend compte chaque mois depuis janvier 2017. En août, au moins cinq femmes ont été tuées. Parmi elles, Natacha, 43 ans, retrouvée morte dans sa cuisine, à Plougrescant (Côtes-d'Armor). Son compagnon a reconnu lui avoir porté un coup de couteau. Elle avait déjà dénoncé des violences.

Veolia et Suez bientôt dans le même bateau?

Le poids lourd français de l'eau et des déchets veut racheter son concurrent historique à Engie, via une OPA à 10 milliards d'euros qui aboutirait à «un super champion mondial» de l'environnement.

Par
JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

Covid ou pas, Veolia ne pouvait pas laisser passer l'occasion d'avaler Suez, son concurrent de toujours sur les juteux marchés de l'eau, de la gestion des déchets et des services aux collectivités. A l'affût d'une telle opportunité depuis dix ans, le poids lourd français a annoncé dimanche soir qu'il avait l'intention *«d'acquérir 29,9 % du capital de Suez»* sur les 32 % détenus aujourd'hui par Engie. Et de racheter par la suite la totalité des actions via le lancement d'une OPA, le tout pour un montant de 10 milliards d'euros.

«Cette opportunité historique permettra de construire le super champion mondial français de la transformation écologique», s'est enthousiasmé le PDG de Veolia, Antoine Frérot. Si elle aboutit, la réunion des activités de Veolia et de Suez donnerait effectivement naissance à un géant du secteur alignant 45 milliards d'euros de chiffre d'affaires, pesant plus de 20 milliards en Bourse et employant quelque 260 000 salariés dans le monde.

Le mariage a pourtant longtemps été impensable, surtout du temps où la Générale des eaux (devenue Veolia en 2003) de Guy Dejouany et la Lyonnaise des eaux (absorbée par Suez en 1997) de Jérôme Monod bataillaient pour s'arroger la plus grosse part du gâteau des délégations de service public pour gérer l'eau et les déchets des grandes municipalités… contribuant au passage au financement occulte des partis politiques. Mais le XXe siècle est loin, les lois de «moralisation» sont passées par là et les «métiers de l'environnement» ont la cote à l'aune de la transition écologique. Alors Suez, Antoine Frérot y pensait depuis des semaines. Plus précisément depuis que le patron d'Engie, Jean-Pierre Clamadieu, a fait savoir le 31 juillet que *«tout était ouvert»* concernant la participation de l'ex-GDF Suez dans sa filiale historique. Une manière de mettre un panneau «A vendre» au fronton de l'ex-Compagnie universelle du canal de Suez, née sous le Second Empire pour mener à bien la construction du fameux canal reliant la Méditerranée à l'océan Indien, mariée à Gaz de France en 2008, mais devenue moins stratégique pour sa maison-mère Engie, qui se recentre sur l'énergie.

Trône. En tout état de cause, Veolia semble prêt à mettre le prix: pour s'offrir ces presque 30 % de Suez dans un premier temps, l'acquéreur propose de débourser 2,9 milliards d'euros (soit 15,50 euros par action), ce qui représente *«une prime de 50 % sur le cours moyen de Suez»* entre mai et juillet, a insisté Frérot. Mais si elle est acceptée par Engie, cette *«offre ferme»*, valable jusqu'au 30 septembre, déclenchera le rachat de la totalité du groupe Suez par Veolia pour un montant de 10 milliards d'euros, avec le lancement d'une OPA en bonne et due forme. Veolia reprendrait au passage les 10 milliards de dette qui plombent Suez, faisant grimper l'addition à près de 20 milliards. Mais le groupe a largement la possibilité de financer l'opération par *«les moyens habituels»*, a souligné Frérot. Et la Bourse achète l'opération avec gourmandise: lundi à la clôture, l'action Suez s'envolait de 18,5 %, tandis que les titres d'Engie et de Veolia bondissaient respectivement de 4,61 % et 5,73 %.

Mais la proie ne semble pas du tout chaude à l'idée de se faire croquer par son meilleur ennemi. L'offre de rachat de Veolia *«n'a pas été sollicitée et n'a fait l'objet d'aucune discussion avec Suez»*, a fait savoir le groupe dès dimanche soir. Le conseil d'administration de Suez, qui s'est réuni ce lundi dans l'urgence, a d'ailleurs jugé l'initiative de Veolia *«porteuse de grandes incertitudes»*. Cela ressemble fort à une fin de non-recevoir. Le patron de Suez, Bertrand Camus, qui avait présenté en octobre dernier un plan stratégique visant à faire descendre son rival du trône de numéro 1 des services à l'environnement, doit l'avoir mauvaise… Mais l'offre de Veolia n'est toutefois pas considérée comme hostile par Engie: la maison-mère de Suez a indiqué qu'elle allait *«étudier la proposition dans les prochaines semaines»* en privilégiant *«la solution la plus attractive pour ses actionnaires, ses salariés (etc.)»*.

Pour autant, l'opération n'est pas encore faite et prendra du temps. Outre l'aval du CA d'Engie, qui pourrait être tenté de faire monter les enchères, Veolia devra obtenir le feu vert des autorités de la concurrence, à commencer par celui de la commissaire européenne, la Danoise Margrethe Vestager, qui avait notamment bloqué la fusion Siemens-Alstom en février 2019. Comment imaginer que cette dernière avalise la concentration de la quasi-totalité du marché français de l'eau entre les mains d'un seul acteur? Même pas en rêve. Alors Antoine Frérot a pris les devants en proposant dès à présent de céder Suez Eau France à Meridiam, un fonds *«spécialiste des investissements dans les infrastructures publiques»*. Il envisage aussi de céder *«certaines activités de déchets»* en France à des gens du métier, comme le groupe Derichebourg ou Séché Environnement.

Le siège social de Suez à La Défense. PHOTO DAVID NIVIÈRE. ABACAPRESS.COM

«Vigilant». Le patron de Veolia a aussi bien sûr appelé en amont son homologue d'Engie pour le prévenir de ses intentions *«amicales»*. Mais pour déminer le terrain, il a surtout pris soin de vendre le projet Veolia-Suez au gouvernement, et *«en particulier au Premier ministre Jean Castex, très soucieux de défendre les collectivités locales»*, croient savoir nos confrères du *Figaro*. Celles-ci ne veulent pas voir les tarifs de l'eau et de collecte des poubelles s'envoler au profit d'un acteur dominant. Antoine Frérot a également défendu la logique mondiale de l'opération: Veolia + Suez, cela représentera 5 % seulement du marché mondial, dans un secteur très émietté. Alors l'idée est de doubler de taille rapidement car *«la concentration a commencé»*, argue le patron de Veolia en brandissant la menace encore hypothétique de nouveaux géants venus de Chine. L'argumentaire a apparemment convaincu les pouvoirs publics, qui n'ont rien fait pour bloquer l'opération, alors que l'Etat détient toujours les clés d'Engie avec 23,64 % du capital et un tiers des droits de vote.

Mais qui dit rachat ou fusion dit *«synergies»*, économies d'échelle (Veolia en promet pour 500 millions d'euros par an) et possibles destructions d'emplois en France, Veolia et Suez comptant 52 000 et 30 000 salariés dans l'Hexagone. Alors le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a bien sûr prévenu que *«l'Etat sera vigilant»*. Antoine Frérot a promis au gouvernement que *«l'opération sera réalisée sans effet négatif pour l'emploi en France»*. L'histoire récente (Alcatel, Alstom…) montre que ces engagements ne durent qu'un temps face à l'implacable logique des profits, autrement nommée *«création de valeur pour les actionnaires»*.

LIBÉ.FR **Sur la «loi et l'ordre», la riposte de Biden à Trump** Le président américain et son rival démocrate se sont accusés mutuellement d'être responsables de la flambée de violence aux Etats-Unis, après de nouveaux heurts lors des manifestations antiracistes et la mort d'un militant trumpiste ce week-end à Portland. Sous pression pour riposter, Joe Biden devait s'adresser lundi aux électeurs en martelant une question : *«Etes-vous en sécurité dans l'Amérique de Donald Trump ?»* PHOTO REUTERS

«[Au Soudan] le rêve est devenu réalité.»

DR

TUTKEW GATLUAK
conseiller de Salva Kiir, président sud-soudanais

Après dix-sept ans de guerre civile, un accord de paix a été paraphé lundi entre le gouvernement soudanais et plusieurs groupes rebelles à Juba, la capitale du Soudan du Sud. Les dirigeants du Front révolutionnaire soudanais (FRS), coalition d'insurgés du Darfour ainsi que des Etats du Kordofan du Sud et du Nil Bleu, ont levé le poing pour célébrer l'accord avec Khartoum après dix mois d'intenses négociations. *«J'offre ce traité de paix aux enfants nés dans les camps de réfugiés et aux parents à qui le foyer manque, qui attendent de la révolution de décembre* [qui a conduit à la chute d'Omar el-Béchir, ndlr] *les promesses de justice, de sécurité, de développement et de paix»*, a tweeté le Premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok. Pour Roland Marchal, chercheur au CNRS, *«cet accord correspond à un grand effort diplomatique de la part de l'actuel gouvernement soudanais, qui a fait beaucoup de concessions pour reconnaître les problèmes des régions périphériques»*.
Le texte couvre des questions relatives à la sécurité, au partage du pouvoir, à la propriété foncière ou au retour des déplacés. Et prévoit le démantèlement des forces rebelles, l'intégration de ses combattants dans l'armée, ainsi qu'une justice pour les crimes commis durant la guerre civile, notamment au Darfour. Rien ne garantit qu'il suffira à obtenir une paix durable. Ses protagonistes sont confrontés à la baisse de popularité des groupes rebelles et la difficulté d'enrayer la spirale de violences, aux multiples auteurs.

Le héros de «Hôtel Rwanda» arrêté

«Quand le monde a fermé ses yeux, lui a ouvert ses bras», proclamait en sous-titre le film hollywoodien consacré à son histoire. Lundi, Paul Rusesabagina, 66 ans, est apparu les mains fermées, menottes aux poignets, à Kigali. La photo et l'annonce de son interpellation ont eu l'effet d'une bombe. Non seulement parce que l'homme qui a inspiré *Hôtel Rwanda* vivait en exil depuis plus d'un quart de siècle, mais aussi parce que son arrestation, précédée par son extradition d'un pays africain, constitue une prise importante pour le régime rwandais.
Depuis au moins dix ans, ce dernier accuse Paul Rusesabagina de soutenir des mouvements rebelles qui cherchent à renverser le pouvoir à Kigali par les armes. Il est ainsi *«soupçonné d'avoir financé et créé des groupes terroristes»* opérant dans la région des Grands Lacs, selon le Bureau d'investigation du Rwanda. Quelle étrange fin de parcours pour un homme qui, à l'issue du génocide contre les Tutsis en 1994, a pu sembler auréolé du titre de sauveur.
Le 12 avril 1994, Paul Rusesabagina prend en charge l'hôtel des Mille Collines, un établissement de luxe réputé à Kigali. C'est une période de

AP

chaos sanglant : militaires et miliciens traquent alors impitoyablement tous les Tutsis. Nombreux sont ceux qui, pour éviter une mort certaine, cherchent à se cacher dans l'hôtel, détenu à l'époque par la compagnie aérienne belge Sabena, mais dont le manager néerlandais a vite pris la fuite. Il est donc remplacé par Rusesabagina, qui gérait auparavant un autre établissement. Dès lors, deux versions s'opposent.
D'un côté, l'histoire héroïque d'un homme qui aurait tout fait pour empêcher les forces du régime génocidaire de pénétrer dans l'hôtel, leur offrant argent et boissons. Au cœur de la tourmente, 1268 réfugiés se retrouveront entassés dans l'enceinte de l'établissement de 113 chambres. On dort parfois à même le sol des couloirs, et bientôt il faudra se résoudre à boire l'eau de la piscine, alors que les tueurs rôdent sans cesse et que la ville est bombardée par les forces du Front patriotique rwandais (FPR), un mouvement qui va s'opposer au régime génocidaire.
C'est cette version que choisit de raconter le réalisateur Terry George dix ans plus tard dans *Hôtel Rwanda*. Un vrai mélo, tout de même nommé pour trois oscars. Son «héros» devient la coqueluche des médias, enchaîne les tournées. Et reçoit en 2005 la prestigieuse médaille de la Liberté des mains de George W. Bush à la Maison Blanche.
Mais peu à peu, une autre histoire s'esquisse. Les langues se délient et dressent le portrait moins flatteur d'un manager qui faisait payer les chambres et rançonnait les réfugiés. *«Un profiteur cynique qui s'est constitué un capital grâce au génocide»*, raconte un témoin dans une enquête publiée en 2012 par le *Süddeutsche Zeitung*.
Interrogé par le journaliste allemand dans sa maison de la banlieue de Bruxelles (il en possède alors une autre au Texas), Paul Rusesabagina ne nie pas avoir fait payer les chambres mais souligne que ce fut pendant un temps limité. Mais il rejette en bloc les accusations, affirmant être l'objet d'une cabale en raison de son opposition au président Paul Kagame, l'ex-chef du FPR et homme fort du pays depuis 1994.
Surtout, le manager devenu opposant en exil côtoie bientôt les milieux les plus extrémistes. En 2010, il est accusé par Kigali d'avoir financé les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un mouvement d'anciens génocidaires basé en RDC.
Sept ans plus tard, le parti d'opposition créé par Rusesabagina lance sa branche armée, qui revendique l'année suivante des attaques au sud du Rwanda. En avril 2019, le porte-parole du mouvement, le major Sankara, est extradé des Comores et emprisonné à Kigali. Ses aveux, qui seraient accablants pour l'ex-manager, auraient accéléré l'extradition de ce dernier.

MARIA MALAGARDIS

Communiqué des salarié·e·s de «Libé»

Jeudi, le transfert de *Libération* vers un «fonds de dotation pour une presse indépendante», annoncé en mai par Altice, sera effectif. Dès le départ, les salarié·e·s de *Libération* ont accueilli favorablement ce projet sous réserve qu'il soit assorti de garanties juridiques, financières et sociales qui permettront d'atteindre l'objectif d'indépendance affiché par Altice.
Durant trois mois, les élu·e·s se sont pleinement investi·e·s dans les discussions avec la direction et l'actionnaire. Les salarié·e·s de *Libération* réuni·e·s en assemblée générale lundi constatent qu'à quelques jours de l'opération, ces conditions ne sont pas réunies. Les salarié·e·s sont particulièrement préoccupé·e·s par la faiblesse des engagements financiers annoncés par Altice, alors que le fonctionnement économique et la viabilité du fonds de dotation restent incertains. Le groupe Altice a promis un abondement financier à hauteur de 13 millions d'euros, une somme inférieure aux besoins de financement jusqu'en 2023 estimés par le nouveau directeur général, Denis Olivennes, eux-mêmes sous-évalués par rapport aux besoins réels de Libération. Selon les élu.e.s et les experts qu'ils et elles ont mandatés, les besoins nécessaires à la poursuite du développement du journal et à son retour à l'équilibre sont au moins deux fois supérieurs.
L'enveloppe de 13 millions d'euros paraît d'autant plus insuffisante qu'elle doit financer, outre les dépenses courantes, des frais exceptionnels liés notamment aux conséquences économiques de la crise sanitaire, au futur déménagement, à la clause de cession à venir et aux nouveaux projets éditoriaux. Quant à la gouvernance du projet, les discussions engagées n'ont pas abouti à ce stade. Les élu·e·s les poursuivront avec la volonté ferme de renforcer l'indépendance de la rédaction et sa participation à la gouvernance du journal, comme l'actionnaire et la direction l'avaient eux-mêmes proposé.
Pour donner les moyens de mettre en œuvre son projet qui permettra de garantir la pérennité éditoriale et économique de *Libération*, les salarié·e·s exigent du groupe Altice une augmentation du montant de l'abondement financier. Les salarié·e·s se réuniront de nouveau en assemblée générale mercredi midi pour définir les suites à donner.

21 ans

C'est l'âge jusqu'auquel les personnes diagnostiquées d'un cancer pourront bénéficier du droit à l'oubli, cinq ans après la fin de leur traitement. Auparavant, il fallait avoir été diagnostiqué avant 18 ans. Ce droit à l'oubli permet de ne pas avoir à notifier sa maladie à sa banque ou à un assureur. Pour les adultes de plus de 21 ans, il entre en vigueur dix ans après la guérison. Cette petite avancée, prévue par la loi santé de 2016, peut éviter de payer une assurance de prêt à un prix jugé *«prohibitif»*, selon l'association de patientes Rose Up.

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr 01 87 39 80 20

A VOTRE SERVICE

LECTEUR CORRECTEUR EN COMMUNICATION PRESSE ÉDITION WEB FREELANCE TRAVAIL SOIGNÉ, RESPECT DES DÉLAIS, TARIFS TRÈS INTÉRESSANTS. CONTACT LINKEDIN VÉRONIQUE BEAUVOIS, MAIL : VBEAUVOIS@FREE.FR
TÉL : 06 76 29 82 85

VOTRE DÉBARRAS EN TOUTE CONFIANCE ! MAISONS, APPARTEMENTS, CAVES, BUREAUX, SUCCESSIONS, ETC... PRESTATION RAPIDE ET SÉRIEUSE. SERVICE ECO-RESPONSABLE. RENDU DES LIEUX PROPRES. DEVIS GRATUIT.
EVS DÉBARRAS EST À VOTRE ÉCOUTE POUR VOUS ACCOMPAGNER AU
06 89 68 71 43

La reproduction de nos petites annonces est interdite

COLLECTIONS

Collectionneuse de Villeglé achète à prix très intéressant œuvres de toute nature et toute époque. Envoyez vos propositions avec prix, photos, noms et coordonnées. smalevielle@gmail.com

MUSIQUE

VOUS VENDEZ VOS DISQUES VINYLES ? LOTS, COLLECTIONS, CDS ET DVDS, ENCEINTES ET PLATINES, SYSTÈMES HIFI, MATÉRIEL DJ, SONOS, INSTRUMENTS ? **PARIS LOVES VINYL** VOUS PROPOSE UNE ÉQUIPE SÉRIEUSE ET SES MEILLEURS DISQUAIRES POUR VOUS LES RACHETER AU MEILLEUR PRIX. DÉPLACEMENTS DANS TOUTE LA FRANCE. EXPERTISE DE COLLECTION POSSIBLE.
RÉPONSE ASSURÉE DANS LA JOURNÉE.
06 09 98 80 71

ANTIQUITÉS/ BROCANTES

Achète *tableaux anciens*

XIXe et Moderne avant 1960

Tous sujets, école de Barbizon, orientaliste, vue de Venise, marine, chasse, peintures de genre, peintres français & étrangers (russe, grec, américains...), ancien atelier de peintre décédé, bronzes...

Estimation gratuite

EXPERT MEMBRE DE LA CECOA
V.MARILLIER@WANADOO.FR
06 07 03 23 16

Entre-nous

entrenous-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

MESSAGES PERSONNELS

Tu entretiens le bonheur comme on entretenait jadi le feu. Merci mon amour et bon anniversaire.

Libération

ABONNEZ-VOUS

Offre intégrale 34,90€ par mois(1)

Soit plus de **37% de réduction** par rapport au prix de vente en kiosque. Offre à durée libre sans engagement valable jusqu'au 31.12.2020.

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, service abonnement, 2 rue du Général Alain de Boissieu 75015 Paris. Offre réservée aux particuliers.

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération. AUTLIB20

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage(1)+ l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives.

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____ N° de téléphone _____

E-mail _____ @ _____

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

☐ **Règlement par carte bancaire.** Je serai prélevé de **34,90€ par mois** (au lieu de 56€, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

Carte bancaire N° _____

Expire le _____ mois _____ année

Signature obligatoire :

☐ **Règlement par chèque.** Je paie en une seule fois par **chèque de 384€** pour un an d'abonnement (au lieu de 664€, prix au numéro).

(1) Cette offre est valable jusqu'au 31/12/20 en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 8h dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations requises sont nécessaires à Liberation pour la mise en place et la gestion de l'abonnement. Elles pourront être cédées à des Partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre ☐. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un courrier à Libération – 4 rue de Mouchy – 60438 NOAILLES cedex. Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur http://bit.ly/LibeCGV

Libération

Un masque qu'on utilise plusieurs jours de suite est-il encore efficace ?

Covid-19 : que sait-on de la transmission du virus par aérosols dans les espaces clos ?

Non, l'absence d'oral à l'ENS-PSL n'a pas provoqué un bond du nombre de femmes admises.

Masque obligatoire : est-il vrai qu'on ne peut plus fumer et manger dans les rues de Paris ?

vous demandez nous vérifions

Check News.fr

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h05. Big Little Lies. Série. Une vie de rêve. Avec Reese Witherspoon, Nicole Kidman. **22h05. Big Little Lies.** Série. Les choses se gâtent. Chat échaudé....

FRANCE 2

21h05. Les pouvoirs extraordinaires du corps humain. Documentaire. Poids, stress, libido... : les secrets de nos hormones. **23h10. Les pouvoirs extraordinaires du corps humain.** Documentaire. Ce ventre qui nous dirige.

FRANCE 3

21h05. La stagiaire. Série. Les liens du sang. Le silence de la mer. **22h50. La stagiaire.** Série. Une famille sans histoire. Le pensionnat.

CANAL+

21h00. Alice et le maire. Comédie dramatique. Avec Fabrice Luchini, Anaïs Demoustier. **22h50. Atlantique.** Film.

ARTE

20h50. Violences sexuelles dans le sport, l'enquête. Documentaire. **22h25. Elle l'a bien cherché.** Documentaire.

M6

21h05. En famille. Série. Au bout de leurs rêves (1 & 2/2). Avec Yves Pignot, Marie Vincent. **23h05. En famille.**

FRANCE 4

21h05. Neuilly sa mère !. Comédie. Avec Samy Seghir, Rachida Brakni. **22h30. L'as des as.** Film.

FRANCE 5

20h50. L'ascension et la chute de Carlos Ghosn. Documentaire. **22h00. Le monde en face. 22h45. C dans l'air.**

PARIS PREMIÈRE

20h50. Cauchemar en cuisine : 24h en enfer. Documentaire. Le Botto's. Le Seafarer. **22h20. Cauchemar en cuisine : 24h en enfer.** Documentaire.

TMC

21h15. 90' Enquêtes. Magazine. Interpellations à risque, flags et courses-poursuites : la gendarmerie sort les muscles. **22h35. 90' Enquêtes.**

W9

21h05. Le masque de l'araignée. Policier. Avec Morgan Freeman, Monica Potter. **23h00. Bones.**

NRJ12

21h05. Shooter tireur d'élite. Action. Avec Mark Wahlberg, Michael Peña. **23h20. Sniper : l'ultime mission.** Téléfilm.

C8

21h15. L'agence tous risques. Action. Avec Liam Neeson, Bradley Cooper. **23h30. Primal.** Téléfilm.

TFX

21h05. Banzaï. Comédie. Avec Coluche, Valérie Mairesse. **23h00. Les rois mages.** Film.

CSTAR

21h00. Au cœur de l'enquête. Magazine. Gumball, la course folle des milliardaires. **22h30. Au cœur de l'enquête.**

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. Trop jeune pour moi. Série. Trop jeune pour moi - Parties 1 & 2. Avec Hélène de Fougerolles, Arielle Dombasle. **22h45. Une bonne leçon.**

6TER

21h05. Le gendarme et les gendarmettes. Comédie. Avec Louis de Funès, Michel Galabru. **23h00. Le gendarme et les extra-terrestres.** Film.

CHÉRIE 25

21h05. Snapped : les couples tueurs. Magazine. Mullenix & Allen. Jondle & Beck. **23h00. Snapped : les couples tueurs.**

RMC STORY

21h05. Les secrets engloutis. Documentaire. 2 épisodes. **23h00. L'ombre d'un doute.**

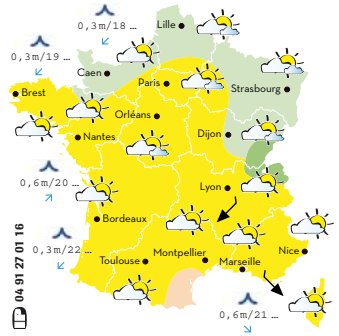
LCP

20h35. Débatdoc. Magazine. Police US : pas de tir à blanc pour les noirs. **21h35. Débatdoc.** Magazine. **22h00. Pilule, quand les hommes faisaient la loi.** Documentaire.

MARDI 1er

Le temps est variable avec une alternance de nuages et d'éclaircies. La fraîcheur est marquée pour cette rentrée scolaire ! Les minimales descendent entre 4 et 7 °C dans l'intérieur de la Normandie et le Centre.

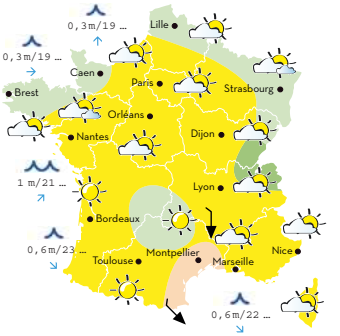
L'APRÈS-MIDI Maintien d'un temps variable et relativement frais. Le risque d'averse est limité au nord-est du pays. Le ciel est voilé du Sud-Ouest à la Méditerranée.



MERCREDI 02

Les éclaircies s'imposent dans une ambiance très fraîche au lever du jour. Le ciel s'ennuage sur la pointe bretonne.

L'APRÈS-MIDI Le temps reste nuageux sur la pointe bretonne avec un risque de quelques gouttes. Partout ailleurs, le soleil domine mais des orages ou averses éclatent des Vosges à la Montagne Corse en passant par les Alpes et le Jura.



-10/0°	1/5°	6/10°	11/15°	16/20°	21/25°	26/30°	31/35°	36/40°

Soleil · Éclaircies · Nuageux · Pluie · Couvert · Orage · Pluie/neige · Neige

Agitée · Peu agitée · Calme · Fort · Modéré · Faible

la chaîne météo www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	11	18	Lyon	13	22	Alger	19	26
Caen	11	19	Bordeaux	15	25	Berlin	12	18
Brest	12	21	Toulouse	14	24	Bruxelles	11	18
Nantes	13	23	Montpellier	15	25	Jérusalem	22	34
Paris	13	21	Marseille	16	24	Londres	13	20
Strasbourg	14	19	Nice	19	24	Madrid	16	26
Dijon	11	20	Ajaccio	18	24	New York	20	25

Libération

www.liberation.fr
2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris
tél. : 01 87 25 95 00

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 15 560 250 €
2, rue du Général Alain de Boissieu CS 41717
75741 Paris Cedex 15
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
SFR Presse

Cogérants
Denis Olivennes, Paul Quinio

Directeur de la publication
Paul Quinio

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directeurs adjoints de la rédaction
Stéphanie Aubert, Christophe Israël, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (édition), Christophe Boulard (technique), Sabrina Champenois (société), Guillaume Launay (web), Christian Losson (enquêtes)

Rédacteurs en chef adjoints
Jonathan Bouchet-Petersen (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (idées), Vittorio De Filippis (monde), Gilles Dhers (web), Fabrice Drouzy (spéciaux), Matthieu Ecoiffier (web), Catherine Mallaval (société), Didier Péron (culture), Sibylle Vincendon (société)

ABONNEMENTS
abonnements.liberation.fr
sceabo@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Altice Media Publicité - Libération
2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris
tél. : 01 87 25 85 00

PETITES ANNONCES CARNET
Team Media
10, bd de Grenelle CS 10817
75738 Paris Cedex 15
tél. : 01 87 39 84 00
hpiat@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Nantes)
Imprimé en France
Membre de OJD-Diffusion Contrôle. CPPAP : 1120 C 80064. ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France

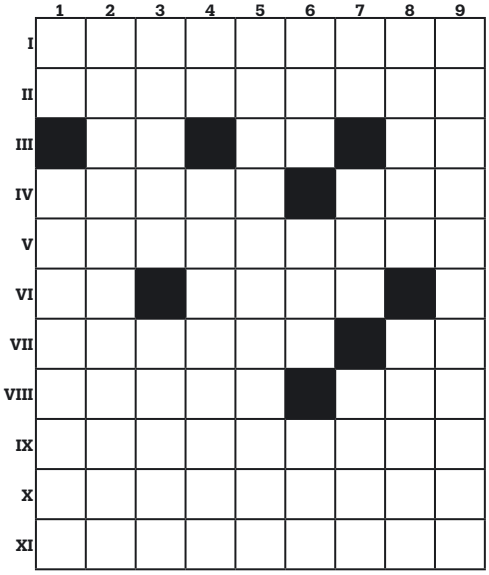
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01
Indicateur d'eutrophisation : PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.

Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

RAJEUX

ON S'EN GRILLE UNE ?

Par **GAËTAN GORON**



Grille n° 1612

HORIZONTALEMENT

I. Venu d'Inde, il permet d'avoir esprit et corps sains **II.** Connaissances des maladies **III.** La première à Paris fut la deuxième # Avant la date # 1 **IV.** Ils veulent faire reculer ce qui peut faire avancer la société # 1 **V.** Ils peuvent imposer un veto sur la conduite à suivre **VI.** Pareilles autour d'elle # PPP **VII.** Métaux rares # La fin du silence des agneaux **VIII.** Ils mettent en difficulté ceux qui le sont # Dense, collé, serré **IX.** Les féeriques sont phalliques **X.** Liste de chansons qui marchent à plein tube **XI.** Gluants, ils ressemblent à des abeilles

VERTICALEMENT

1. Sa définition est la plus haute des verticales, logique # Branche **2.** Petite fête musulmane **3.** On entoure ces feuilles de papier avant de tout embraser # Province au cœur de l'Italie **4.** Un peu de mercure # As du vice, risques l'écrou **5.** Fît le coup de la panne des sens **6.** Cette rivière arrose une préfecture # Aurore en Grèce # Aux armes citoyens, telle pourrait être sa devise **7.** Pour un spitz à l'apéro # Proue de navires américains en Russie # Il rapporte de l'argent et des ennuis **8.** Vert sur des légumes en conserve # Légume vert (Réunion, Madagascar) **9.** Juges

Solutions de la précédente **Hz. I.** AYERS ROCK. **II.** MET. GUILI. **III.** PACK. ÉLAN. **IV.** HH. ESF. NE. **V.** GRAFF. **VI.** GADGI. ROT. **VII.** AU. ULRICH. **VIII.** SQUELETTE. **IX.** TULLISTES. **X.** RENÉ. TATI. **XI.** ÉLANÇASSE. **Vt. 1.** AMPHIGASTRE. **2.** YEAH. AUQUEL. **3.** ETC. GD. ULNA. **4.** KETGUELEN. **5.** SG. SAILLI. **6.** RUEFF. RESTA. **7.** OIL. FRITTAS. **8.** CLAN. OCTETS. **9.** KINESTHÉSIE.

g.goron@libe.fr

SUDOKU 4342 MOYEN

4	7	5				9		
	8				1		3	
1		9	5		4			8
				3				7
			8	4	2			
2	6			5				
3			4			7	9	1
	9		6				8	
		8				5		3

SUDOKU 4342 DIFFICILE

		5		1		7		
	9			3			1	
7		2				6		4
			3	9	7			
9	6	7	8				5	1
			6		1			
4		8				1		5
	3			2			7	
		1		7		8		

SUDOKU 4341 MOYEN

9	5	6	1	2	8	7	3	4
7	8	2	3	4	6	5	9	1
4	3	1	5	9	7	6	2	8
2	1	3	8	6	5	4	7	9
5	6	9	4	7	1	3	8	2
8	7	4	9	3	2	1	5	6
6	4	7	2	5	9	8	1	3
1	9	5	6	8	3	2	4	7
3	2	8	7	1	4	9	6	5

Solutions des grilles d'hier

SUDOKU 4341 DIFFICILE

5	8	2	1	6	3	4	7	9
3	4	6	9	7	8	2	1	5
1	7	9	2	4	5	8	3	6
7	6	3	5	8	4	1	9	2
4	5	1	7	9	2	3	6	8
9	2	8	3	1	6	7	5	4
6	1	4	8	3	9	5	2	7
2	9	7	4	5	1	6	8	3
8	3	5	6	2	7	9	4	1

IDÉES/

Les écorchés scolaires en tout état de cases

Dans son livre «les Incasables», Rachid Zerrouki, alias Rachid l'instit sur Twitter, prof en Segpa à Marseille, livre un portrait tendre de ses élèves en échec scolaire et une analyse lucide de l'origine de leurs difficultés.

Par **CLARA HAGE**

«C'*est toujours ça avec la Segpa, chaque année je me dis que ce sera ma dernière rentrée et puis finalement, je reviens.»* Professeur depuis cinq ans dans un collège marseillais, en section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa), classe destinée aux élèves rencontrant des difficultés graves et durables dans les apprentissages, Rachid Zerrouki l'avait pourtant promis dans *les Incasables*, paru jeudi : l'année prochaine, il serait muté dans des classes «classiques». Par usure, par découragement face à l'impression récurrente de ne servir à rien. Connu sur Twitter sous le pseudonyme «Rachid l'instit», le professeur est pourtant très attaché à son estrade.

Mais cette rentrée, Rachid Zerrouki l'envisage avec une certaine appréhension. Comment réparer les pots cassés du confinement avec des élèves en extrême difficulté ? Le professeur a d'ailleurs dû se résoudre à perdre la trace de certains de ses élèves confinés qu'il n'est pas sûr de retrouver en septembre. «*J'ai essayé de passer par des applications comme Discord ou Snapchat pour les motiver, parce que je sais qu'ils les utilisent beaucoup, mais j'ai reçu très peu de retours. En téléphonant aux familles, beaucoup m'ont parlé du manque d'équipement informatique. Mes élèves n'arrivent pas à se mettre au travail seuls, et leurs parents ne sont pas en situation de les aider. Le système de continuité pédagogique à distance ne pouvait pas fonctionner correctement avec ma classe*», confie à regret le professeur à *Libération*.

En cause : le manque d'autonomie dont ses élèves souffrent, et que l'école semble pourtant considérer comme innée. «*L'autonomie est une capacité dont bénéficient les élèves des classes favorisées qui reçoivent de leurs parents un soutien scolaire à la maison. Ces élèves peuvent donc aller plus loin, être réceptifs à des pédagogies alternatives*», affirme Rachid Zerrouki. C'est précisément ce que les sociologues relèvent quand ils cherchent à comprendre comment se perpétuent les inégalités sociales : «*L'école valorise l'autonomie. Or, qu'est-ce qu'un gamin autonome ? Un enfant qui sait déjà*», expliquait ainsi Bernard Lahire à *Libération* l'an passé.

Aussi Rachid Zerrouki n'abandonne pas ses élèves, mieux, dans *les Incasables*, il les raconte. Comme Kaïs qui s'endort régulièrement en classe. Cet élève «pupille de l'Etat» traîne depuis très jeune dans les couloirs de l'Aide sociale à l'enfance. Livré à lui-même, il vit, comme beaucoup de ses camarades, en foyer d'urgence et n'échappe pas aux statistiques : être en foyer ou famille d'accueil est facteur de quatre fois plus de risques de croiser la Segpa dans sa scolarité. Dans le «*diaporama inouï des ravages du déterminisme social*» qu'offre la Segpa, il y a aussi Chaïma, le clown de la classe, cherchant sans cesse à obtenir l'attention du groupe et dont l'histoire, volontairement passée sous silence dans le livre, fait dire à l'auteur : «*Sous mes yeux, s'étalait toute la crasse du monde.*»

DES ÉLÈVES «PAS EN RETARD MAIS IMMOBILISÉS»

Tous les élèves de Rachid Zerrouki ne vivent pas des drames. Mais la majorité vit dans des quartiers où même l'accès à l'eau potable est compromis par des soupçons réguliers de légionellose dans les canalisations. Pourtant, le collège dans lequel Rachid Zerrouki enseigne est situé dans un quartier de familles de classe moyenne et de cadres supérieurs. Ses élèves sont «*des enfants d'ouvriers, de chômeurs, ou de personne. […] Je ne peux pas m'empêcher de remarquer qu'il y a bien plus de Noirs, d'Arabes et de Gitans que de Blancs,* note-t-il. *Ignorer cette réalité est souvent motivé par de belles intentions, mais c'est aussi le meilleur moyen de passer à côté d'une profonde inégalité : les enfants issus de l'immigration sont beaucoup plus exposés aux grandes difficultés scolaires.*» Et ont deux fois plus de risques d'atterrir en Segpa.

A son entrée dans le monde enseignant, on a dit à Rachid Zerrouki que le niveau moyen d'un élève de cinquième Segpa correspondrait à celui d'un élève de CE2. Hormis ce qu'il appelle les «*accidents sociologiques*», ceux qui réussissent à échapper à ce que semblait leur réserver leur destinée sociale, ses élèves à lui «*ne sont pas en retard mais immobilisés*», écrit-il. En Segpa, seuls 37% finissent par obtenir un diplôme, un CAP en grande majorité, résultat de ce que le professeur en sciences de l'éducation, Daniel Favre, nomme «*l'impuissance apprise*», cultivée depuis l'école primaire et que Rachid Zerrouki résume ainsi : «*Le fait de considérer que même si l'on fournit des efforts, on n'y arrivera pas parce qu'on y est jamais arrivé.*»

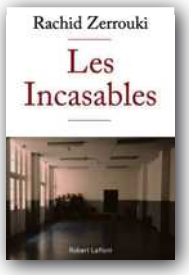
Quelle méthode appliquer, quelle attitude adopter quand on est professeur, témoin d'une telle tragédie sociale ? Faut-il «*insulter leur intelligence*», se demande Zerrouki, et baisser le niveau des apprentissages ou «*consumer leur confiance en eux*» en étant trop exigeant ? Car l'estime de soi est fragile et l'inhibition intellectuelle facile, quand on est dans la classe des «nuls». Les élèves de Rachid Zerrouki lui ont souvent demandé de fermer la porte pour échapper au regard des camarades des sections classiques.

REVANCHE SUR LES MOQUERIES ET LES HUMILIATIONS

«*Malgré les désillusions, on finit par s'attacher aux petites éclaircies qui font qu'on se sent utile*», reconnaît Rachid Zerrouki. Comme cette fois où le professeur entreprend, sans grand espoir, de faire jouer *Antigone* à ses élèves. Il les découvre soudain exaltés, motivés, brillants. «Antigone *est leur victoire, leur insurrection par la littérature, leur revanche sur les moqueries et les humiliations, les livres qu'ils n'ont jamais lus et l'université qu'ils ne verront jamais*», se rappelle-t-il dans son livre. Face à ceux qui se replient derrière la «*fable méritocratique*», renvoyant indirectement la responsabilité de leur échec aux élèves eux-mêmes, ou célèbrent la figure passée de l'instituteur autoritaire, Rachid Zerrouki est partisan d'une pédagogie coopérative, «*méthode qui consiste à associer les élèves à la définition et à l'écriture des règles de vie en classe*» ou «*l'empathie sèche*», concept emprunté au psychiatre Jacques Hochmann. «*Ce concept est à distinguer de la compassion et son lot d'apitoiements, il désigne la capacité à s'identifier à quelqu'un, à ressentir et partager ses émotions*», définit Rachid Zerrouki. En montrant à ces élèves qu'ils sont dignes de confiance et, avant tout dignes d'être respectés, ces méthodes ont le mérite de panser certaines ●●●

Des cours dans une section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa) à Mayotte en 2015.
PHOTO CONSTANT FORMÉ-BÈCHERAT. HANS LUCAS

●●● blessures de ces écorchés scolaires. *«J'en veux à celles et ceux qui adoucissent [l] e tableau en faisant de l'échec scolaire une bête question de retard parce qu'ils sous-estiment l'ennemi,* poursuit-il dans son livre. *Ils couvrent ce fléau du voile de leur optimisme et le laissent prospérer et fracasser des destinées à souhait. Ils pointent du doigt tour à tour [...] les méthodes d'apprentissage ou l'élève lui-même, et refusent de voir ce boulet de forçat accroché à ses pieds et qui lui demandent un effort surhumain pour avancer.»*
A la rentrée, Rachid Zerrouki sera à nouveau dans sa classe Segpa. La sortie d'estrade n'est pas prévue pour tout de suite. *«Je vais peut-être prendre le risque et partir à la fin de l'année»*, présage-t-il, même s'il n'y croit pas tout à fait. ◆



RACHID ZERROUKI
LES INCASABLES
Robert Laffont, 268 pages, 2020, 19 euros.

RÉ/JOUISSANCES

Par
LUC LE VAILLANT

Tentative d'émasculation du masque

L'envie est forte de faire de la charpie du masque obligé qui plombe la rentrée. Mais la bravade individuelle doit composer avec l'intérêt général.

Allez c'est reparti. Il faut renfiler la muselière des ours savants du cirque sanitaire. Il faut à nouveau se soumettre aux recommandations précautionneuses des dresseurs de virus qui n'ont pas réussi à le faire tenir tranquille sur le tabouret pailleté au centre de la piste. Obligation préfectorale est faite aux Parisiens, aux Marseillais et compagnie, de se draper le visage dans ces langes infantilisants, comme on housse les plâtres des statues dans la maison des morts. Les docteurs tant pis ont la connaissance toujours aussi hésitante mais l'admonestation affirmée. Dans le doute, ils ne s'abstiennent pas de donner des leçons d'hygiène et de savoir-vivre à une population qui va fatiguer de faire preuve de bonne volonté.
La polarisation des esprits autour du coronavirus est tout ce qu'il y a de naturel. Mais il faut s'interroger sur les effets pervers de cette monomanie qui subordonne l'ensemble de la vie en société à la lutte contre une pandémie finalement peu létale.
Je sais bien qu'il s'agit de protéger les affaiblis. Mais, cette hyperattention portée à quelques-uns, très capables de se mettre tout seuls à l'abri, pourrait s'avérer nocive pour le plus grand nombre. La mascarade permanente réactive la panique marchande et le repli social. Encagoulé, on se dispense plus facilement d'aller voir le médecin ou le dentiste. Enturbanné, on émascule ses envies de sortie au restaurant, au cinéma, au théâtre. Emboîné, on attend la livraison de pizzas devant l'écran. Ces rétentions font flamber les pathologies chroniques, mettent à genoux l'économie et sacrifient la génération qui entrait sur le marché du travail. Cela posé, le dilemme personnel n'est pas évident à résoudre.
Si ça ne tenait qu'à moi, je m'exposerais au virus et j'en ferais du mou de veau. Je bomberais le torse, assuré tous risques de mon immortalité garantie sur facture transhumaniste. Echangiste et cosmopolite, je participerais à la circulation du venin afin que l'immunité grégaire s'impose au troupeau bêlant qui se raconte que l'homme est un loup pour l'homme quand, au contraire, à se mordiller on se vaccine.
Sauf que ce n'est pas si simple. Si j'en crois l'avis de la faculté qui a beaucoup varié, il me suffit de respirer la fumée de cigarette aux terrasses, de prendre la foulée d'un joggeur en sueur ou de doubler un pédaleur à effet aérosol pour me transformer en supercontaminateur. Sait-on jamais ! Ma mère est âgée et il existe sûrement autour de moi des gens qui paraissent absolument bien portants mais qui ont les défenses immunitaires enfoncées et qui n'en réchapperaient pas. D'un autre côté, j'avoue n'avoir jamais songé à me faire piquer contre la grippe qui cause bien des dégâts.
J'ai beau la ramener, je dois aussi composer avec l'angoisse chauffée à blanc par les infos mortifères. Mieux vaut plastronner *moderato* car la littérature scientifique sur les asymptomatiques et les réinfectés est encore pleine de ratures. Inutile de se vanter d'une invulnérabilité supposée qui pourrait me valoir d'être rattrapé par la patrouille de la fatalité.
Si je m'écoutais, j'émigrerais en Suède où le masque en extérieur est regardé comme une incongruité. Cet ancien paradis social-démocrate, devenu purgatoire puritain, semble avoir retrouvé le goût de la liberté. La Suède parie sur une infection partagée, seule manière de vivre ensemble avant vaccin. Après la défection de la Grande-Bretagne ou des Pays-Bas, le royaume du Nord est le dernier à tenir sur cette ligne de crête dont la pertinence ne sera évaluée qu'à terme.
Sauf que ce n'est pas si simple. Le Scandinave n'est pas latin, le protestant n'est pas catholique et le viking n'est pas gaulois. Paris n'est pas Stockholm. Et moins encore Auckland, célébré comme l'idéal de l'éradication du mal. On oublie juste que si la Nouvelle-Zélande est un archipel, son splendide isolement finira forcément par céder devant ce transfrontière venimeux.
Enfin, si j'osais, je comparerais le Covid au sida. Les anathèmes sont les mêmes qui visent les populations dites à risques. Les jeunes fêtards sont désormais ciblés par les sermonneurs qui s'en sont longtemps pris aux queutards homos et hétéros. Le masque est symboliquement «vendu» comme un préservatif, même si les rapports sexuels sont des activités choisies et non des déambulations hasardeuses. Quant au vaccin, dans un cas comme dans l'autre, on l'attend toujours. Pour le sida, ça fait trente ans. Heureusement que, côté Covid, Poutine va nous régler ça en un tournemain. Sinon, il faudra continuer à jouer les humains invisibles et à se laisser renifler les aisselles par des chiens détecteurs de malheur. ◆

IDÉES/

ECONOMIQUES

Par
PIERRE-YVES GEOFFARD professeur à l'Ecole d'économie de Paris, directeur d'études à l'EHESS

Comment on a éradiqué le virus… de la polio en Afrique

C'est historique : la polio pourrait être la deuxième maladie infectieuse, après la variole, que l'humanité aura réussi à vaincre. Une entreprise longue, coûteuse et qui surtout doit être coordonnée à l'échelle internationale.

Alors que tous les regards sont focalisés sur le Covid-19, une information est passée presque inaperçue, alors que c'est une formidable nouvelle : après avoir constaté l'absence de cas pendant trois ans, l'OMS a annoncé que la polio était officiellement éradiquée d'Afrique. Le virus qui, à la fin du siècle dernier, frappait encore de manière massive et brutale les populations africaines, et qui, chaque année, conduisait 75 000 enfants à devenir paralysés à vie, ne circule plus dans sa forme sauvage. On estime ainsi que, depuis 1996, les campagnes intensives de vaccination ont permis d'éviter près de 2 millions de paralysies, et 180 000 décès, la plupart d'enfants. Près de 90 % de la population mondiale vit désormais dans une région du monde débarrassée de cette maladie. Seuls deux pays, le Pakistan et l'Afghanistan, connaissent encore quelques cas, qui se comptent en dizaines par an. Si ces pays parviennent également à annuler la transmission spontanée du virus, le monde sera libéré à jamais de ce fléau. Après la variole il y a quarante ans, la polio sera la deuxième maladie infectieuse que l'humanité aura réussi à éradiquer, libérant ainsi la population à la fois de la maladie, et de la nécessité de se vacciner.

Mais la partie n'est pas encore gagnée. L'éradication d'une maladie infectieuse nécessite de vacciner une part suffisamment importante de la population, et de maintenir cet effort suffisamment longtemps. Une telle politique publique se heurte à de nombreuses difficultés. La première réside dans le fait que plus on se rapproche de l'objectif, plus il est difficile de progresser. Car la vaccination n'est pas sans coût ni, parfois, sans risque. Outre la mobilisation d'équipes de soins devant intervenir dans des zones parfois éloignées, dans des contextes parfois dangereux, outre le coût de fabrication des vaccins, et de la chaîne logistique devant assurer la plus grande sécurité du produit, certains vaccins sont issus de formes atténuées de la maladie, et peuvent, notamment au sein de populations vivant dans des conditions sanitaires ou d'hygiène peu favorables, entraîner quelques cas. Ces cas, même s'ils sont rarissimes, sont perturbants : alors même que la maladie ne circule plus de manière spontanée, ils peuvent générer le sentiment que le vaccin est plus dangereux que la maladie contre laquelle il doit protéger. Mais l'analyse en termes de bénéfices-risques est pourtant sans ambiguïté. Tant que le virus reste actif quelque part dans le monde, un pays où la proportion de personnes vaccinées diminue court le risque d'une reprise des contaminations, d'abord importées, puis au sein du pays lui-même. Ainsi la France ou l'Italie, pays où les mouvements antivaccinations sont particulièrement virulents, voient chaque année des enfants frappés par la rougeole ou des adolescents mourir de méningite. C'est seulement lorsqu'un virus a disparu de la planète entière qu'on peut enfin relâcher l'effort, et cesser de se vacciner. Ce problème illustre un deuxième point critique : la prise en compte du long terme. Le troisième point est bien connu : la vaccination est l'exemple paradigmatique d'un comportement individuel bénéfique non seulement pour celle ou celui qui se vaccine, mais également pour les autres. Prise en compte du long terme, effets externes positifs : aucune chance que le jeu spontané du marché conduise à une situation satisfaisante.

L'éradication de la polio du continent africain démontre qu'une action collective résolue est malgré tout possible. En l'occurrence, l'effort est soutenu depuis quarante ans, mais a connu deux accélérations sensibles : la première à la fin des années 1990, lorsque les pays du G7 et la Commission européenne ont rejoint un consortium international fortement impulsé par Nelson Mandela, associant des partenaires publics et privés ; la deuxième accélération, tout aussi déterminante, date de 2008, année où les bienfaiteurs privés ont nettement accru leurs dons. En particulier, la Fondation Gates a augmenté ses contributions de 20 à plus 200 millions de dollars par an. L'effort total consacré à la lutte contre la polio a ainsi bénéficié, sur les 33 dernières années, de 17 milliards de dollars d'investissement, dont 38 % versés par les pays du G7 et l'Europe, et 34 % par des donateurs privés à but philanthropique. Au-delà des montants investis, le partenariat international public-privé mis en œuvre est également parvenu à rendre le vaccin disponible au plus faible prix. Cela n'allait pas de soi : pour un fabricant de vaccins, contribuer au succès d'une campagne d'éradication revient à se priver de profits futurs, puisque l'élimination du virus éteint, avec la maladie, toute demande pour s'en protéger. L'annonce de l'OMS montre toutefois que des actions coordonnées permettent de dépasser de tels intérêts privés, au bénéfice de tous.

Cette chronique est assurée en alternance par Anne-Laure Delatte, Ioana Marinescu, Bruno Amable et Pierre-Yves Geoffard.

L'ŒIL DE WILLEM

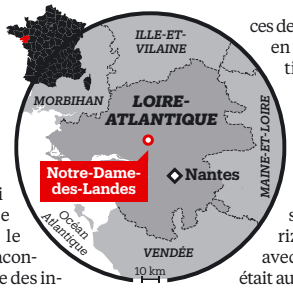
L'éthnologue Nastassja Martin, lors d'un rassemblement organisé par les habitants de l'ancienne ZAD, samedi.

Notre-Dame-des-Landes se place sur le terrain des idées

Depuis l'abandon du projet d'aéroport, les résidents réfléchissent aux «manières non productives» d'occuper l'ancienne ZAD et à leur cohabitation avec le vivant. Le passage de la théorie à la pratique reste au cœur des réflexions.

Par
NICOLAS CELNIK
Envoyé spécial à Notre-Dame-des-Landes
Photo **THÉOPHILE TROSSAT**

Sous le chapiteau de cirque baptisé le ChapMutmat, ils sont plusieurs centaines à se tasser les uns contre les autres pour échapper à l'averse. Capes de pluie, traits tirés par la soirée festive de la veille, un verre de bière à la main : pas tout à fait l'attirail classique pour assister à un colloque universitaire. Les trois jours de forum organisés à Notre-Dame-des-Landes ont donné lieu à d'interminables discussions politiques, sur fond de techno, rock et musique traditionnelle bretonne, dans une proximité pas toujours très Covid-friendly. Après une courte nuit, il faut s'accrocher pour suivre le philosophe Baptiste Morizot déconstruire la notion de production : *«On fait fausse route en disant que la permaculture et l'agroforesterie douce, pratiquées par les résidents de la ZAD, sont des "modes de production moins impactants". C'est quelque chose de plus important qui se joue.»* L'auteur de *Manières d'être vivant* (Actes Sud, 2020) critique, en douce, les zadistes qui continuent de parler de production agricole. Et le voilà qui entreprend de raconter *«un western»* : l'histoire des indiens Blackfeet, qui vivaient dans une harmonie enchantée avec les autres êtres de leur territoire. Arrivent les colons, qui convoitent les terres des Amérindiens. Pour légitimer l'appropriation des terres, les ranchers changent le monde par les mots notamment : ils se posent en producteurs de valeur, quand les Indiens n'en sont que des prédateurs. Nous sommes toujours dans ce même cadre sémantique : on *«produit»* ce qu'auparavant on cultivait, récoltait ou élevait. Il faut faire attention à ce que nous font croire les mots, rappelle le philosophe : celui qui «produit» une céréale, c'est donc celui qui la maîtrise (oubliant par là que l'évolution se passe très bien de ses services) et peut alors se considérer comme son propriétaire. Exit la réciprocité entre l'humain et son milieu.



Heure de gloire

Depuis l'abandon du projet d'aéroport en janvier 2018, le lieu emblématique des luttes de ces dernières années s'est converti en laboratoire d'expérimentations sociales. Le nouveau combat des quelque 150 résidents restés après l'heure de gloire de la ZAD est de trouver des *«manières non productives»* de l'occuper. Pour l'instant, l'autosuffisance n'est encore qu'un horizon. La relation qu'on tisse avec le territoire qu'on habite était au cœur des trois jours de rencontre Zad En Vies. *«Les conférences de ce week-end sont assez théoriques,* reconnaît Alessandro Pignocchi, ethnologue et auteur de plusieurs BD sur Notre-Dame-des-Landes. *La puissance de la ZAD, c'est d'avoir rendu réel un projet politique qui reste trop souvent dans le domaine discursif. Ici, c'est impossible de ne faire que de la théorie.»*

La politique, ici, se vit au quotidien : on ne parle pas de stratégies électorales pour se faire élire, mais de modes d'organisation à trouver pour concilier des volontés divergentes, pour définir un projet commun. Les problèmes sont nombreux, qu'il s'agisse de choisir s'il faut entrer dans la légalité en rachetant les terres ou de gérer des modes de production alimentaire. Le bagage théorique a une utilité toute concrète : élargir son attention à tous permet de ne pas oublier les plus fragiles. On organise des réunions en non-mixité ou on propose durant le festival un numéro anti-harcèlement sexuel.

> «Le vivant est situé. Ce lieu a un climat et des conditions qui lui sont propres. Un discours sur la ZAD produit depuis Paris aurait assez peu de sens.»
>
> **Jean-Marie** botaniste, résident de la ZAD

Mettre en pratique la théorie, cela veut aussi dire avoir une connaissance intime du bocage, et nouer de nouvelles relations avec ses habitants non-humains. Vérifier qu'il n'y a pas de salamandre avant de couper un arbre… Un immuable sourire aux lèvres, Jean-Marie, botaniste de formation et résident de la ZAD depuis plusieurs années, est intarissable dès qu'il s'agit de parler de la vie animale et végétale de la forêt de Rohanne. Il livre une kyrielle d'anecdotes sur l'utilisation traditionnelle du châtaignier en taillis, qui permet de fabriquer des piquets qui ne pourrissent pas à l'eau de pluie. Il invite à observer la bourdaine, une fleur pleine de nectar qui se cache du regard, mais qu'on peut repérer au bourdonnement des abeilles qui la butinent. Ici, on n'a pas attendu les universitaires pour *«tisser de nouvelles alliances avec le vivant»*, comme incite à le faire Baptiste Morizot. Mais échanger avec eux permet de développer une pensée propre à ce bocage très politique : *«Le vivant est situé,* explique Jean-Marie, le botaniste. *Ce lieu a un climat et des conditions qui lui sont propres. Un discours sur la ZAD produit depuis Paris aurait assez peu de sens.»*

Mains dans le cambouis

Les intellectuels invités à Notre-Dame-des-Landes depuis plusieurs années ne sont généralement pas placés sur une estrade pour donner un cours magistral, mais plutôt envoyés mettre les mains dans le cambouis, voire monter sur les barricades. Venu en observateur pour ses recherches, Alessandro Pignocchi s'est trouvé, une nuit, à transporter une cagette de peinture pour la jeter sur les véhicules blindés de la police.

Maintenant que les résidents de la ZAD ont obtenu l'abandon du projet d'aéroport, ils peuvent se consacrer à une expérimentation plus durable : occuper un lieu sans détruire la nature, mais sans la sacraliser pour autant. Ce dépassement de la distinction entre nature et culture résonne avec la pensée de l'anthropologue Philippe Descola. *«Les universitaires apportent des concepts stimulants»*, appuie Benoît (1), l'un des organisateurs du forum, les yeux encadrés entre le masque sanitaire et la casquette. *«L'idée de diplomatie, telle qu'elle est développée par Baptiste Morizot, incite à être dans un rapport de composition avec les autres plutôt que de dresser deux camps antagonistes.»* Selon lui, c'est cette capacité à trouver des terrains d'entente qui a permis aux résidents de s'attirer le soutien des agriculteurs de la région, nécessaire pour leur lutte. Une volonté de chercher le consensus plutôt que le conflit, loin de «Notre-Dame-des-Luttes».

(1) Le prénom a été modifié.

CULTURE/

CHRISSIE HYNDE «Gamine, je rêvais de devenir fermière»

Patronne des Pretenders depuis quarante ans, l'Américaine installée à Londres sort «Hate for Sale», un onzième album rock qui renoue avec la fougue des débuts et l'esprit de groupe. A bientôt 69 ans, elle reste attachée à ses racines punk et se dit surtout préoccupée par les questions liées à l'environnement.

Chrissie Hynde, une voix capiteuse et griffue PHOTO MATT HOLYOAK

Recueilli par
CHRISTOPHE CONTE

INTERVIEW

Les comptes sont ronds et le disque est carré. Quarante ans pile après le premier Pretenders qui catapulta Chrissie Hynde sur la scène rock internationale, le groupe maintes fois recomposé autour de la brune Américaine de Londres publie *Hate for Sale,* onzième album qui rallume la flamme et les carburateurs rock d'origine. Un disque carré, donc, aux angles tranchants et électriques mais non dépourvu de ballades aux accents soul orageux, de Diddley beats sous pression ni d'apparats pop aux ourlés de satin. Bientôt septuagénaire (elle est née à Akron, dans l'Ohio, en 1951), Chrissie Hynde avait envoyé des signes de préretraite l'an dernier avec un album solo de reprises, assez réussi mais très calfeutré, qui n'était donc qu'une fausse alerte. *«I didn't know when to stop»,* chante-t-elle ici, au garage (rock) plutôt qu'au salon de thé, et c'est plutôt une bonne nouvelle. Elle retrouve pour l'occasion son batteur fétiche (Martin Chambers, seul «prétendant» d'origine après une hécatombe précoce) et un copilote d'écriture, le guitariste James Walbourne, idéal éperon pour les bottines effilées de sa glorieuse patronne. La voix capiteuse et griffue de Miss Hynde, encore une fois l'atout bluffant de ces chansons, semble elle aussi arrêter le temps, à l'image de ce disque court, empressé, enragé parfois, qui dit l'essentiel en trente minutes sans temps morts. C'est également le temps passé au téléphone en juillet avec une Chrissie Hynde beaucoup plus apaisée, mais moins laconique, que ses chansons.

***Hate for Sale* rappelle vos débuts, était-ce intentionnel ?**

Ce disque a clairement été fait dans l'optique de retrouver le son originel des Pretenders. Je tourne avec ce groupe depuis seize ans maintenant, et nous avions tous cette envie de faire de nouvelles chansons dans l'esprit de l'époque. Quand, il y a quarante ans, deux des membres du groupe sont morts *[le guitariste James Honeyman-Scott en 1982 et le bassiste Peter Farndon en 1983, ndlr],* j'aurais pu arrêter le groupe et me lancer en solo. La logique aurait voulu que je fasse ça. Mais pour moi, Pretenders est un nom générique, une identité qui peut évoluer, même s'il y a toujours eu un son que j'ai cherché à préserver. Depuis *Break Up the Concrete,* en 2008, je n'avais pas véritablement fait d'album qui sonnait comme l'album d'un groupe. *Alone,* le précédent, était produit par Dan Auerbach *[guitariste et chanteur de The Black Keys]* à Nashville, et logistiquement, ce n'est jamais facile d'amener des musiciens pendant plusieurs mois dans un pays étranger, donc je fais en fonction.

Après l'album de reprises jazzy paru l'an dernier, *Valve Bone Woe,* on pouvait penser que vous aviez laissé tomber définitivement le rock…

Vous savez, je ne réfléchis pas vraiment à la façon de mener ma carrière, je fais surtout ce qui me plaît. Je sais aussi que j'ai un public, notamment en France et aux Etats-Unis, qui attend de moi que je fasse du rock avec des guitares, qui aime avant tout ça chez moi. Alors, comme ça me plaît aussi de faire du boucan de temps en temps, j'y vais quand l'occasion se présente.

C'est la situation de tension actuelle qui

The Pretenders, en 1979. De g. à dr. : James Honeyman-Scott, Chrissie Hynde, Peter Farndon et Martin Chambers. PHOTO FIN COSTELLO. REDFERNS. GETTY IMAGES

vous a poussée à faire un disque aussi offensif?
Ce n'est pas un disque politique, aucun de mes disques n'est politique, à la limite on pourrait parler d'observations sociologiques, mais ça s'arrête là. C'est avant tout pour m'amuser que je fais du rock'n'roll. Je n'ai aucun message à faire passer. Le titre peut faire croire qu'il s'agit du manifeste d'une femme en colère, mais ce n'est pas du tout le cas. Je suis sincèrement navrée vis-à-vis de ceux qui voudraient voir en moi une révoltée, mais je suis au contraire très apaisée aujourd'hui, je ne me suis même jamais sentie aussi bien. J'aimais au contraire ce titre pour son côté fun. «Love for Sale» aurait été moins drôle.

Pour vous, qui êtes américaine et vivez au Royaume-Uni, la situation de ces deux pays ne vous préoccupe pas?
Cette histoire de Brexit a créé une grande confusion, car les gens ont mis derrière ce mot ce qu'ils voulaient bien y mettre. Certains ont voté pour en raison des peurs que l'on agitait concernant l'immigration, d'autres y ont vu la main des Russes ou de je ne sais quelle puissance maléfique, d'autre encore étaient tout simplement inquiets pour leur avenir, ce qui peut se comprendre. Personnellement, j'ai voté contre le Brexit, mais j'ai aussi discuté avec des paysans, des gens qui étaient pour et dont j'essaie aussi de comprendre les motivations, car tout n'est pas blanc ou noir. Et puis le Covid-19 est arrivé, et du Brexit, dont on entendait parler du matin au soir depuis des années, il n'a plus du tout été question, ce qui est quand même assez étrange vu les enjeux. Aujourd'hui, tout est centré sur ce virus, j'ai l'impression que le reste n'a plus aucune importance.

En février, vous avez adressé une lettre ouverte à Donald Trump pour plaider la cause de Julian Assange…
Ma vieille copine Vivienne Westwood, que je n'avais pas vue depuis longtemps, est venue me rendre visite. Elle est très engagée auprès de Julian Assange et c'est elle qui m'a convaincue de la rejoindre dans ce combat. Je dois reconnaître qu'au départ, je l'ai fait parce qu'elle m'a demandé ça comme une faveur, mais ensuite je m'y suis vraiment intéressée. J'ai écrit directement à Donald Trump mais sans acrimonie particulière, pour moi il s'agissait d'être constructive et non agressive. Pour certains, cela a été pris comme une forme de bienveillance vis-à-vis du président américain.

Vous y disiez que votre père, Melville, aurait voté Trump et aurait apprécié son action…
Je viens de l'Ohio, mon père aurait soutenu Trump, c'est une évidence, même s'il n'est plus là pour en parler. Nous étions souvent en conflit sur un tas de sujets et c'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai quitté les Etats-Unis, pour cesser de m'engueuler avec lui. Pour ma part, j'ai voté deux fois aux Etats-Unis. La première pour Eugene McCarthy en 1968, et la seconde pour Barack Obama.

Où se situe désormais votre engagement?
Peut-être suis-je politiquement engagée malgré moi, car je suis préoccupée par les questions d'environnement, je suis proche des paysans et je me bats avec eux contre la politique d'industrialisation de l'agriculture mise en place par le gouvernement. Quand j'étais gamine, je rêvais de devenir fermière, de vivre à la campagne, d'élever des animaux, et puis le rock'n'roll a débarqué et a bouleversé mes plans. Mais pour le reste, à part être viscéralement anti-système comme une vielle punk, mes actions s'arrêtent là. Je vis hors de la loi, mais essentiellement dans ma tête, ce qui est moins dangereux que de l'être réellement.

Vous vous sentez toujours punk?
Ah oui, absolument! *(rires)* Je suis même plus punk que la plupart des gens autour de moi, et puis je suis toujours là, contrairement à beaucoup qui ont démissionné depuis longtemps. On est quelques-uns de l'époque à demeurer en contact, comme Paul Cook, le batteur des Sex Pistols, qui est resté un ami, ou Paul Simonon de Clash que je vois de temps en temps. J'étais aussi toujours très liée à Marc Zermati, paix à son âme *[le promoteur français du punk est mort le 13 juin, un mois avant l'interview]*. C'est vraiment lui qui m'a convaincue que je pouvais devenir chanteuse, quand je vivais en France dans les années 70 et que je me demandais ce que j'allais bien pouvoir faire.

Vous êtes toujours «connectée» à la débutante que vous étiez à l'époque?
C'est marrant que vous disiez ça… Pas plus tard qu'hier, je répétais avec mon guitariste, James Walbourne, et je lui ai dit: *«Tu n'as pas dû avoir souvent l'occasion de jouer avec une femme de 70 ans»*, et on s'est marrés. Cela peut surprendre, mais j'ai le sentiment d'avoir toujours 18 ans, j'ai les mêmes désirs qu'à l'époque, j'aime toujours à peu près les mêmes choses, je vis toujours de la même façon. Et s'il y a un beau mec qui traîne, je peux flasher sur lui en oubliant complètement que je pourrais être sa grand-mère. Mon dernier *crush*, c'est l'acteur français Guillaume Canet, que j'ai vu dans le film *L'amour est une fête [de Cédric Anger, sorti en 2018]*, mais je ne l'ai jamais rencontré. Pas encore en tout cas.

Le rock était un milieu très macho quand vous avez débuté, était-ce évident pour une fille de prendre la tête d'un groupe?
J'aimais bien cet univers macho! C'est précisément le côté macho du rock qui m'a attirée au départ. Je sais que c'est assez politiquement incorrect de dire ça aujourd'hui, mais j'aimais les mecs durs et les situations un peu extrêmes qui sont celles du rock'n'roll. Je suis tombée sur des types qui aimaient avoir une nana comme leader. Une fille qui compose et qui joue de la guitare, ça leur faisait un élément mâle en moins dans le groupe avec lequel ils devaient confronter leur ego, c'est en tout cas comme ça que je l'ai ressenti. Et puis je suis arrivée avec des chansons qui tenaient la route, c'est tout ce dont ils avaient besoin.

Vous vous sentez proche de mouvements comme #MeToo?
Le féminisme évolue, chaque décennie apporte de nouveaux enjeux auxquels les femmes doivent faire face. On a eu le droit de vote, la lutte pour l'indépendance financière, maintenant nous sommes dans une période où les femmes ont décidé de ne plus se taire – et c'est une bonne chose. Dans le cinéma et le mannequinat notamment, où ces histoires d'abus envers les femmes ont eu un grand retentissement, il fallait à l'évidence que ça explose. Dans le rock, il y a eu moins de témoignages – à mon niveau, j'ai vu surtout des femmes qui sautaient sur les musiciens pour obtenir des choses, il faut le reconnaître. Les groupies allaient très loin parfois. Je soutiens les femmes qui combattent mais je ne suis porte-étendard de rien, pas plus du féminisme que du reste. ◆

THE PRETENDERS
HATE FOR SALE (BMG).

L'équipe du cinéma La Clef (au centre Derek Woolfenden), le 26 août à Paris. En plein Quartier latin, la salle est née dans l'ébullition de Mai 68.

La Clef veut se projeter dans l'avenir

Par
ANNABELLE MARTELLA
Photos **CHRISTOPHE MAOUT**

A trois semaines de son procès en appel, le dernier cinéma associatif de Paris fête le premier anniversaire de son autogestion. Le collectif d'artistes qui l'occupe multiplie ses initiatives culturelles pour convaincre la ville de racheter le lieu et d'en faire une société coopérative d'intérêt collectif.

Un an d'occupation, 8000 adhérents, 12000 spectateurs, ça vaut bien une soirée d'anniversaire. Et pourquoi pas une pièce montée où les occupants du dernier cinéma associatif de Paris souffleraient une bougie à l'année passée, faite de projections à prix libre (entre et sur les murs, Covid-19 oblige), de visites d'huissiers et de rencontres avec de nombreux cinéastes ? Mais l'heure n'est pas encore à la fête : la Clef n'est toujours pas en passe d'être rachetée par la ville de Paris malgré un soutien maintes fois renouvelé à ceux qui en ont ravivé la flamme.

La bataille n'est pas finie pour cette salle du Quartier latin née de l'ébullition de Mai 68 et fermée en avril 2018 par le propriétaire des murs, le conseil social et économique de la Caisse d'épargne Ile-de-France (CSECE-IDF).

«AUTODÉFENSE ARTISTIQUE»

Alors oui, les équipements du cinéma ont été remis à jour grâce à la billetterie à prix libre, des canapés et une tireuse à bière ont été installés par les squatteurs dans une salle commune aux murs tapissés d'affiches de films. Mais les cinéphiles engagés depuis un an dans cette guerre culturelle (réalisateurs précaires, producteurs émergents, spectateurs, étudiants, tous regroupés au sein de l'association Home Cinéma) rappellent que la salle reste en sursis. Leur procès en appel les opposant au comité d'entreprise, qui souhaite librement vendre son bien, aura lieu le 21 septembre – le CSECE-IDF, organisme sans but lucratif, espérait-il faire une jolie plus-value pour obtenir plus de chèques vacances ?

Cet été, les programmateurs, devant un parterre jeune et assez fourni malgré le contexte sanitaire, continuaient à avertir le public : *«La Clef est un cinéma occupé illégalement», «la police peut venir nous déloger si elle le veut», «nous risquons une astreinte de 70000 euros pour continuer à projeter bénévolement des films chaque soir»*… Pour ce premier anniversaire, un joyeux ciné-tract de trente minutes fera office de pièce montée. Dans ce détournement de *Captain Blood* de Michael Curtiz, les membres de Home Cinéma sont comparés, non sans dérision, à des pirates prenant à contre-courant le modèle des tiers-lieux culturels, *«la terreur des salles oubliées de Paname»* pour une exploitation autogérée et cinéphile la plus éloignée possible des enjeux mercantiles. Les canons du navire envoient tous azimuts des films à l'horizon : œuvres hors circuit, films autoproduits de jeunes cinéastes, classiques oubliés, toutes sortes de courts métrages et docus militants. Comme le rappelle Derek, réalisateur quadragénaire, gardien jour et nuit du cinéma, *«nous combattons pour la Clef avec des images, c'est de l'autodéfense artistique contre toute spéculation»*.

A la rentrée, et notamment pour attirer l'attention des pouvoirs publics, l'association a mis les bouchées doubles, élaborant de nombreux cycles de projections : «Bande(s) à part» sur les films de groupe, «Mises en "je"» autour des journaux filmés, des ateliers sur la fabrique du cinéma avec comme premiers intervenants le producteur Saïd Ben Saïd ou la direc-

CULTURE/

trice de la photographie Caroline Champetier. Ainsi continuent-ils à créer leur cinémathèque de rêve, un vrai lieu de rencontres et de débats pour jeunes cinéastes. A chaque film son invité (réalisateur, acteur, intellectuel, etc.). Dans les semaines à venir: Bertrand Bonello, Alain Cavalier, Claire Denis, Léa Fehner, Agnès Jaoui, Michel Hazanavicius, Françoise Vergès…

ASTREINTE CONSIDÉRABLE

La force de frappe de la Clef, espace d'expérimentation cinématographique dans une capitale quadrillée de multiplexes et de salles art et essai plus normées, c'est sa programmation et sa capacité à en faire chaque soir un événement. La municipalité l'a bien compris. Elle est intervenue auprès de la préfecture de police pour éviter l'expulsion du cinéma, qui souhaite devenir également un lieu de création (écriture scénaristique et postproduction) pour artistes émergents. *«Il serait absurde d'acheter le bâtiment pour virer les occupants actuels et mettre à la place un dirigeant d'une salle art et essai»*, admet Frédéric Hocquard, désormais adjoint en charge du tourisme et de la vie nocturne (mais jusqu'à récemment à la diversité de l'économie culturelle). Il assure avoir réussi à échanger avec le propriétaire en février, et celui-ci aurait alors suggéré à la mairie de faire une proposition d'achat – joint par téléphone, le CSECE-IDF n'a pas souhaité répondre à nos questions.
Carine Rolland, récemment promue adjointe à la culture, temporise: *«Pour l'instant, il n'est pas question d'acheter la Clef, il faut voir ce qui est envisageable. Des pistes pourraient être cherchées du côté de l'économie sociale et solidaire (ESS). C'est un lieu que l'on soutient, on a envie de parler de sa programmation extrêmement précieuse, mais il y a des règles que nous devons respecter. Ils ont le temps de leur procès, ce qui est légitime, et nous nous avons celui de l'action publique.»*
La solution de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), un modèle où la ville pourrait n'être qu'un acteur parmi tant d'autres, semble privilégiée. Florentin Letissier, adjoint à l'ESS, travaille déjà sur la question avec le collectif qui ne peut acheter la salle sur ses fonds propres. *«Nous espérons que la ville de Paris achète le bâtiment et le fasse ensuite administrer par une SCIC qui entérinerait la gestion horizontale du cinéma. On sait que la municipalité nous soutient mais on a parfois l'impression que ça les arrange de profiter de notre action bénévole dans un lieu précaire sans pour autant s'engager pleinement à nos côtés,* expliquent les occupants inquiétés par leur procédure judiciaire et une astreinte considérable. *Les collectifs d'artistes sont souvent relégués aux quartiers prioritaires de la ville pour faire de l'animation culturelle peu coûteuse. C'est la première fois qu'il est possible que nous ayons un lieu d'expression au centre de Paris et on espère que la mairie saisira cette opportunité.»* Ainsi saura-t-on, à la fin de l'occupation, s'il est encore possible de rêver d'un lieu alternatif dans le Quartier latin ou s'il est bel et bien devenu cette zone muséifiée où il ne s'agit plus que de se gargariser de légendes d'écrivains et de mouvements révolutionnaires estudiantins.

Lavoir moderne parisien, Flèche d'or: méninges en chantiers

Se dotant d'un fonds spécial, la mairie de Paris entend œuvrer activement à la pérennisation de lieux culturels menacés par la pression du foncier.

Située dans une ancienne gare de la petite ceinture, la Flèche d'or a fermé en 2016.

Ce n'était pas arrivé depuis 2003 et le sauvetage de la mythique salle du Louxor à Barbès (Paris XVIIIe). A peine réélue, l'équipe d'Anne Hidalgo (PS) a préempté le Lavoir moderne parisien (LMP), théâtre mettant en avant la jeune création, et négocie actuellement le rachat de la Flèche d'or, salle fermée depuis 2016. S'opère un réel changement de paradigme à l'égard des lieux culturels parisiens menacés par la pression du foncier, qui arrive à point nommé. Nombre d'acteurs malmenés par la crise sanitaire pourraient en effet mettre la clef sous la porte.
En lutte pour sa survie depuis plus de dix ans, le Lavoir moderne parisien *«peut enfin respirer»*. Décrit par Zola dans *l'Assommoir,* cet ancien lavoir devenu théâtre en 1986 a essuyé de nombreuses crises: coupe de subventions, grève de la faim du fondateur, Hervé Breuil, incendie des locaux des Femen installées à l'étage, liquidation judiciaire… En 2012, la salle de quartier et l'immeuble mitoyen sont rachetés par une holding luxembourgeoise administrée par Pierre Bastid, un homme d'affaires français richissime, n'ayant que faire du spectacle vivant. Les deux parties s'enlisent dans des procédures judiciaires interminables. Selon *le Monde, «pour rentabiliser son achat, le propriétaire envisageait de surélever les deux bâtiments, tout en gardant l'activité théâtrale.»* Début 2020, la société jette l'éponge, revendant le bâtiment. La municipalité préempte le bien pour une somme de 2 millions d'euros, se prévalant d'une mission d'intérêt général: la création de logements sociaux dans l'immeuble voisin. Un rachat qui a un goût de victoire pour Julien Favart, directeur du LMP: *«Il va falloir désormais inventer avec les services de la mairie un modèle semi-privé. Nous ne serons pas un théâtre municipal mais nous travaillerons ensemble sur un projet culturel ambitieux.»*

Négociations. Elle était une scène underground avant de se vouloir, les années précédant sa fermeture, moins aventureuse. La Flèche d'or, ancienne gare de la petite ceinture reconvertie dans les années 90 en salle de concerts, a comme le LMP échappé à plusieurs projets de transformation: pub irlandais O'Sullivans, restaurant, commerce de bouche… En 2018, la salle parisienne du XXe arrondissement est acquise par Keys Asset Management. La société d'investissement travaille main dans la main avec Mama Shelter, chaîne d'hôtels à succès qui espère concilier luxe et low-cost dans une ambiance *«cool et branchée avec graffitis sur les murs»*.
Alors qu'en novembre 2019, le propriétaire ouvre ses portes pour *«un brainstorming participatif»*, la Flèche d'or est envahie par une foule de militants. Gilets jaunes, écologistes, défenseurs du droit au logement, des sans-papiers ou des LGBTQI occupent le bâtiment et y décrètent la fondation d'une «Maison des peuples» avant d'être expulsés le lendemain par les forces de l'ordre. Le conseil municipal émet alors un vœu pour défendre l'ancienne gare comme *«symbole de l'histoire populaire»* du quartier. Avec le propriétaire, des représentants de la mairie du XXe et des habitants, la ville lance rapidement un appel à projet pour une occupation temporaire.
Confinement oblige, les lieux n'ouvriront que fin août sous l'impulsion de plusieurs collectifs (Gare XP, Collectif Mu, Curry Vavart, etc.) qui espèrent y créer, au moins pour un temps limité, un espace de débats, un lieu de création artistique ou encore un bar associatif *«grâce à une gouvernance collective et participative»* faisant *«une place spécifique aux groupes minorisés et aux thématiques sociales actuelles»*. Conséquence heureuse de la crise sanitaire: Keys Asset Management est prêt à vendre son bien à la ville, assure Frédéric Hocquard, adjoint en charge du tourisme et de la vie nocturne. Des négociations sont en cours. On parle également d'un éventuel achat du Bataclan par la municipalité, mais ni la mairie ni le groupe Lagardère, propriétaire de la salle de spectacles, n'ont voulu le confirmer.

Volontarisme. C'est grâce à son nouveau «fonds de protection des lieux culturels» que la municipalité a pu se lancer dans ces différents chantiers. Mais, elle le rappelle, elle ne souhaite pas se substituer au secteur privé, réfléchissant à des dispositifs plus souples et moins engageants que le rachat ou la préemption. Dans l'accord conclu entre les deux tours, socialistes et écologistes prévoient à cet effet une ligne d'investissement de 50 millions d'euros sur toute la mandature. Mais déjà, Carine Rolland, adjointe à la culture, insiste: *«Ce n'est pas 50 millions mais 10 millions d'euros déblocables. Pour l'instant, c'est un amendement sur le budget primitif de 2020.»* Quoi qu'il en soit, il est encore trop tôt pour savoir si d'autres municipalités, notamment gouvernées par la gauche, pourront se targuer d'un tel volontarisme. Des initiatives fleurissent néanmoins ici et là: à Lyon, par exemple, le budget destiné à la culture promet d'être rééquilibré en direction des plus petites compagnies ou des résidences d'artistes.

A.M.

Du grain sur la planche

Audrey Pulvar L'ancienne journaliste télé, passée par la Fondation Hulot, se félicite d'exercer la fonction d'adjointe à l'agriculture à la mairie de Paris.

On ne commente pas la tenue d'une femme politique. C'est une règle élémentaire à laquelle nous allons déroger car, quand Audrey Pulvar arpente la mairie de Paris en baskets, jogging et tee-shirt *«Woman at War»*, ce n'est plus de l'habillement, mais de l'information. Un message passe: non, l'ancienne journaliste n'est pas une élue comme les autres. Et c'est vrai qu'elle n'a pas tout à fait endossé le costume. Il y a quelque chose de plus fluide, de moins contrôlé. Mais ne nous laissons pas berner: comme l'adjoint standard, Pulvar a son bureau, son cabinet et son indemnité (5 600 euros brut).

LE PORTRAIT

L'adjointe à l'alimentaion et à l'agriculture jure qu'elle n'avait rien prévu: ni sa place sur une liste Paris en commun ni sa nomination. *«Je n'ai jamais vu Audrey réclamer quoi que ce soit et pourtant j'en ai vu quelques-uns le faire»*, confirme Jean-Louis Missika, pilote de la campagne. Pulvar explique: *«La seule chose que je voulais faire, c'était être aux côtés d'Anne Hidalgo.»* Son histoire avec *«Anne»* commence par un vote en 2014. Leur histoire commune démarre trois ans plus tard, quand la journaliste quitte son métier. A ce moment-là, la maire ferme une partie des voies sur berge et le Hidalgo *bashing* tourne à fond. *«Sa vision était la bonne et je trouvais cette violence inadmissible»*, se souvient-elle. Pulvar dégaine: *«J'ai posté des tweets.» «Elle l'a remarqué, parce qu'on n'était pas très nombreux à l'époque à la défendre, et elle m'a envoyé un message de remerciement.»* Depuis, elle est acquise. Quelques exemples: *«C'est une femme de gauche, qui a une vision», «une politique exceptionnelle, qui a énormément de courage», «elle voit avant les autres ce qui va être important pour la société»*. D'ailleurs, Pulvar aimerait qu'Hidalgo soit candidate à l'Elysée en 2022. *«C'est une groupie,* plaisante Missika. *Hidalgo suscite souvent ce genre de comportement.»*

Mais avant le passage à l'acte, il y avait déjà des pulsions politiques. *«S'il y a une explication à chercher, elle est du côté de mon père»*, analyse-t-elle. Née en 1972 à Fort-de-France, en Martinique, elle décrit une *«enfance épanouissante»*: une famille nombreuse, des cousins avec lesquels elle joue aux cow-boys et aux Indiens, des matchs de foot et des os cassés, mais aussi beaucoup de livres et une certaine forme de solitude, consentie, *«un peu à l'écart du groupe, mais dans le groupe»*. Les grands-parents sont pauvres, certains illettrés, mais les enfants vont *«à l'école de la République»*. Sa mère deviendra assistante sociale, son père, prof de maths. Trotskiste, syndicaliste, indépendantiste martiniquais, *«il a fait de la politique toute sa vie, au sens de citoyen engagé»*. Une expression qu'elle utilise aussi pour se décrire. *«On ne parlait que de politique à la maison, c'est quelque chose de viscéral chez moi, mais j'ai beaucoup souffert de son absence, donc je me suis dit que je ne ferai jamais de politique à cause de ça, ou alors quand mes enfants seraient grands.»* Sa fille a aujourd'hui 23 ans. Autre élément de bascule: si Audrey Pulvar est entrée en politique, c'est aussi parce qu'elle a arrêté le journalisme. Sur son CV, il y a à peu près toutes les chaînes du PAF: France 3, LCI, LCP, iTélé, France Inter, France 2, D8… *«J'ai fait ce métier pendant vingt-cinq ans avec sincérité, même quand j'étais dans des situations complexes pour cause de relation amoureuse inappropriée»*, sourit-elle. Une allusion à Arnaud Montebourg, qui a indirectement joué un rôle dans sa reconversion. *«Je me suis toujours demandé comment je traiterais l'actualité si je n'étais pas la compagne de»*, explique-t-elle. Le couple, dont la relation a été révélée en 2010, s'est fixé une règle: le socialiste ne lui dit rien qu'il n'aurait dit à d'autres journalistes. Mais les médias l'écartent peu à peu. *«Je l'ai mal vécu. On m'a viré de façon préventive, dans le cas où je serais contaminée par les idées de mon compagnon tout en reconnaissant que je ne l'étais pas.»* Elle se bagarre, s'accroche, mais quelque chose est cassé. Le genre de petite fissure qui se voit à peine mais s'étend peu à peu. *«J'avais un peu l'impression de ramer à contre-courant. "Faire de la bonne télé", c'était devenu mettre deux personnes qui pensent radicalement différemment face à face.»* En 2017, lorsqu'elle voit Patrick Buisson, ancien conseiller de Sarkozy faire office de contradicteur face à Marine Le Pen sur le plateau de France 2, elle se rend à l'évidence: *«Si j'avais continué, je serais devenue aigrie.»*

21 février 1972 Naissance à Fort-de-France.
Septembre 2004 Devient présentatrice sur France 3.
3Juin 2017 Election à la présidence de la Fondation Hulot.
Juin 2020 Election au Conseil de Paris.

Pulvar débarque ainsi à la Fondation Hulot dont elle prend la tête pendant que son fondateur est au ministère de l'Ecologie. *«Elle est arrivée sans prétentions et a passé beaucoup de temps avec nous pour apprendre, comprendre et porter nos sujets»*, raconte un cadre de la fondation. Dans les médias ou en politique, tout le monde décrit une *«acharnée du travail»*. *«Une soldate, un peu geek, avec une discipline de fer, presque un côté monacal. Je lui ai dit "mais t'es chiante en fait"»*, plaisante Ariel Weil, le maire de Paris Centre, où elle était candidate. Pulvar explique: *«Quand je vois arriver une note de 80 pages, je suis contente, je vois que mon cerveau déploie ses pattes, que je vais apprendre des choses.»*

Adjointe depuis dix jours quand on la rencontre, elle dispense déjà un cours sur l'histoire agricole de Paris et liste ses chantiers. Bonne élève pour contrer les moqueries suscitées par son portefeuille. *«Faire en sorte qu'un maximum des denrées alimentaires qui entrent dans Paris proviennent de l'agriculture durable ou biologique, n'a rien d'amusant»*, se défend-elle. En effet, mais Pulvar fait partie de ces personnalités qui font l'effet d'un réactif. Comme Hidalgo. *«On a assez rapidement créé une sorte de sororité,* explique-t-elle, *parce que, comme elle, je suis assez attaquée dès que je parle.»*

Pulvar ambitieuse, arrogante… Une image négative lui colle à la peau, sans que personne n'accepte de l'étayer. Le mieux qu'on ait vient d'Hapsatou Sy, qui chroniquait avec elle sur C8: *«Oui elle peut être arrogante… Mais c'est parce qu'elle sait exactement où elle veut s'asseoir et se donne les moyens pour y arriver. On sent qu'elle s'est construite avec rage, mais elle peut être aussi humaine que dure et froide.»* On a connu pire satire. *«Il faut être ambitieux dans la vie, sinon on se couche et on inonde son oreiller de pleurs»*, assure-t-elle. Pulvar fait partie de ces gens qui cherchent à se démultiplier, à vivre plus. *«J'ai toujours fait beaucoup de choses»*, résume-t-elle. Du sport, du cinéma, du théâtre, du temps passé avec sa fille, à cuisiner pour ses amis. *«J'ai la chance de choisir ma vie, ce serait une insulte de pas en profiter. A chaque fois que je vais à l'opéra ou que j'entre dans le bureau de la maire, je pense à mes grands-parents. Je me dis: "Si on leur avait dit…"»* ◆

Par **CHARLOTTE BELAÏCH**
Photo **RÉMY ARTIGES**